

NATIONS UNIES
ASSEMBLEE
GENERALE



Distr.
GENERALE
A/33/548
21 décembre 1978
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Trente-troisième session
Point 50 de l'ordre du jour

APPLICATION DE LA DECLARATION SUR LE RENFORCEMENT
DE LA SECURITE INTERNATIONALE

Lettre datée du 21 décembre 1978, adressée au Secrétaire général
par le représentant permanent de la Roumanie auprès de
l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint le texte du discours que le Président de la République socialiste de Roumanie, M. Nicolae Ceaucescu, a prononcé à la réunion solennelle commune du Comité central du Parti communiste roumain, du Conseil national du Front de l'unité socialiste et de la grande Assemblée nationale, tenue le 1er décembre 1978 et consacrée à la célébration du soixantième anniversaire de la création de l'Etat-nation unitaire roumain.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de ce discours en tant que document officiel de l'Assemblée générale au titre du point 50 de l'ordre du jour.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(Signé) Teodor MARINESCU

ANNEXE

Discours prononcé par le président Nicolae Ceausescu à la réunion solennelle commune du Comité central du parti communiste roumain, du Conseil national du Front de l'unité socialiste et de la grande Assemblée nationale consacrée à la célébration du soixantième anniversaire de la création de l'Etat-nation unitaire roumain

Chers Camarades,

En cette réunion solennelle commune du Comité central du parti, de la grande Assemblée nationale et du Conseil national du Front de l'unité socialiste, nous célébrons, aux côtés du peuple tout entier, le soixantième anniversaire de l'Union de la Transylvanie avec la Roumanie et de la création de l'Etat-nation unitaire roumain, événement capital dans la destinée de notre patrie et qui a ouvert à la Roumanie indépendante de merveilleuses perspectives.

A l'occasion de cet anniversaire, permettez-moi, chers camarades, de vous adresser, et d'adresser au peuple roumain tout entier, au nom du Comité central du parti communiste roumain, du Conseil d'Etat et du gouvernement ainsi qu'en mon nom propre, nos félicitations cordiales et chaleureuses et nos meilleurs voeux.

En célébrant ce grand événement historique, nous pensons avec reconnaissance à tous ceux qui, au cours des siècles, ont consacré leur vie à cet idéal, et nous rendons un vibrant hommage à la masse du peuple et aux militants progressistes qui ont été les véritables créateurs de l'Etat-nation unitaire.

Union de la Transylvanie avec la Roumanie, nécessité objective inéluctable de l'évolution historique, aboutissement de la lutte ininterrompue des masses populaires de notre peuple tout entier

L'union de 1918, conforme aux lois et exigences objectives du développement social, avait pour base des réalités fondamentales telles que nos origines et notre langue communes et que l'identité des intérêts et des aspirations de tout notre peuple désireux de vivre en un seul et même pays. Pendant des siècles, les Roumains avaient vécu dans des Etats différents, mais malgré cette division ils avaient toujours pleinement conscience de leur unité et de leur appartenance à un seul et même peuple.

Bien que brève, l'union de la Valachie, de la Moldavie et de la Transylvanie en un seul Etat sous la glorieuse autorité de Michel le Brave est devenue pour les générations ultérieures un symbole appelant à une lutte sans réserve pour l'unité et l'indépendance nationales.

L'unité nationale a été l'idée directrice de tous les mouvements sociaux roumains des temps modernes. L'union nationale était l'objectif principal de la révolution de 1848 dans les trois principautés roumaines. "Nous, Roumains", disait Nicolae Balcescu en 1849, "ne serons jamais forts tant que nous ne serons

/...

pas tous unis dans un seul et même ensemble politique. Rassemblons toutes nos forces et toutes nos volontés dans un seul peuple, une seule volonté". Un pas décisif vers la création de l'Etat-nation unitaire roumain a été, le 24 janvier 1859, l'union de la Moldavie et de la Valachie, qui a posé les fondements de l'Etat roumain moderne, la Roumanie. Lors de la guerre de 1877, c'est le peuple, au prix de durs combats et de lourds sacrifices, qui a conquis à la Roumanie son statut d'Etat indépendant.

Selon le cours des péripéties historiques, les populations d'autres nationalités se sont aussi installées à certaines époques sur le territoire habité par les Roumains, et des Roumains se sont également installés sur le territoire de certains pays voisins.

Une situation particulière s'est créée en Transylvanie où les Roumains - qui y ont toujours constitué la grande majorité de la population - ont vécu pendant une longue période sous une domination étrangère. L'histoire montre que la population roumaine de la Transylvanie n'a jamais accepté cette domination; elle s'est soulevée à maintes reprises pour défendre son droit sacré à une vie libre et indépendante. Avec le temps, une riche tradition de coexistence fraternelle et de lutte commune pour la liberté sociale et nationale s'est établie entre les Roumains, les Hongrois, les Allemands et d'autres nationalités. Les classes dirigeantes, à quelque nationalité qu'elles appartiennent, ont toujours cherché à dresser les travailleurs des diverses nationalités les uns contre les autres pour les exploiter et les opprimer plus aisément.

L'empire des Habsbourg, qui s'étendait à la Transylvanie comme à d'autres territoires étrangers, appliquait systématiquement la politique bien connue consistant à "diviser pour régner", dans l'espoir d'étouffer les aspirations des peuples opprimés. Cependant, comme l'écrivait Engels en janvier 1848, l'empire des Habsbourg était "un complexe hétéroclite résultant d'héritages et de vols, un amas organisé, dans lequel s'entremêlent dix langues et dix nations". Et Karl Marx disait que l'empire des Habsbourg était "un malade incurable qui se trouve devant une révolution qui le regarde courageusement, droit dans les yeux".

La population roumaine de Transylvanie, en même temps que les masses populaires appartenant à d'autres nationalités, s'est soulevée à maintes reprises contre la domination étrangère afin d'abolir les discriminations ethniques et les injustices sociales. L'histoire garde trace d'événements vraiment mémorables, comme la révolte dirigée par Gheorghe Doja, à laquelle des paysans roumains, hongrois, allemands et d'autres nationalités ont participé, l'insurrection de Bobîlna, les soulèvements des Szeklers, auxquels des paysans roumains participaient également, le grand soulèvement dirigé au XVIIIe siècle par Horea, Cloșca et Crișan, ainsi que de nombreux autres mouvements sociaux et nationaux. Plus d'une fois, les populations roumaines, hongroises et allemandes de la Transylvanie ont aussi lutté ensemble sous le commandement de grands chefs roumains comme Mircea le Vieux, Iancu de Hunedoara, Etienne le Grand, Vlad Tepes, Petru Rares, Michel le Brave et d'autres encore.

Durant la révolution bourgeoise-démocratique de 1848, la lutte de libération sociale et nationale a pris en Transylvanie comme dans tous les territoires roumains des proportions gigantesques. Malheureusement, certains révolutionnaires, tant roumains qu'hongrois, n'avaient pas compris l'impérieuse nécessité de constituer un front uni pour lutter contre l'empire des Habsbourg, de sorte que la révolution a été finalement étouffée par l'armée de l'Empereur de Vienne, appuyée par les groupes tsaristes.

Désireuse de semer la discorde entre les Roumains et les Hongrois et de les dresser les uns contre les autres, la cour impériale des Habsbourg a eu recours à de nombreuses manoeuvres de diversion. C'est dans cette optique qu'elle a conclu le pacte dualiste, qui a conduit à la création de l'empire austro-hongrois, permettant ainsi aux classes exploiteuses de Hongrie de participer également à la domination d'une énorme population étrangère maintenue en esclavage à l'intérieur des frontières de cette prison de peuples. A la suite de la création de l'empire austro-hongrois, la Transylvanie, qui avait subsisté en tant que principauté autonome depuis plus de 300 ans, a été incorporée à la Hongrie. Cette annexion a encore accentué la situation difficile des Roumains et leur privation de droits et de libertés et intensifié la lutte contre le pouvoir impérial de toutes les masses opprimées visant à affirmer leurs droits nationaux légitimes.

Malgré les manoeuvres de l'empire austro-hongrois oppresseur, l'histoire a suivi son cours inexorable, démontrant que rien ni personne ne saurait faire obstacle aux lois objectives du développement social.

La formation de nations indépendantes, d'Etats-nations unitaires, s'est révélée comme une nécessité objective résultant de causes économiques, sociales et politiques profondes. Le facteur décisif a été le développement des forces de production et du capitalisme. Les révolutions bourgeoises-démocratiques ont fait de la formation d'Etats-nations indépendants une condition sine qua non du progrès économique et social. Se référant à ce processus, Lénine a dit que "seul un aveugle ne pourrait voir dans ce déroulement des événements l'éveil de toute une série de mouvements nationaux bourgeois-démocratiques de tendances vers la formation d'Etats-nations indépendants et unitaires".

La première guerre mondiale impérialiste et l'aggravation des contradictions du système capitaliste ont conduit à une intensification sans précédent de la lutte des peuples opprimés pour leur libération et leur unité nationales. Un événement de portée historique a été la victoire de la grande révolution socialiste d'Octobre qui a renversé le régime tsariste et inauguré l'ère de l'abolition de la domination impérialiste et coloniale, l'ère de la libération des peuples opprimés et exploités. L'empire des Habsbourg s'est également abattu sous la poussée formidable de la lutte des peuples, et plusieurs Etats-nations se sont élevés sur ses ruines. C'est dans ces circonstances historiques que l'Etat-nation unitaire roumain est né et que l'idéal multiséculaire de notre peuple s'est réalisé.

Ainsi se trouvait accomplie la prédiction d'Engels qui, dès 1848, écrivait dans une lettre adressée au socialiste roumain Ion Nadejde : "La chute du tsarisme,

/...

la fin de ce cauchemar qui obsède toute l'Europe, voilà, selon nous, la première condition du développement des nations de l'Europe centrale et orientale. Si demain le despotisme de Saint-Pétersbourg tombait, il n'y aurait plus après-demain d'Autriche-Hongrie en Europe".

La chute du régime tsariste et celle de l'empire austro-hongrois ont été dans l'histoire de l'humanité des événements d'une importance capitale qui ont donné une puissante impulsion à l'évolution progressiste de la société et entraîné des changements d'une portée considérable dans les relations internationales. Il est donc étrange que certains historiens essayent de contester la nécessité de la disparition des empires absolutistes et de la formation d'Etats-nations indépendants et qu'ils soutiennent que ces empires avaient un caractère libérateur et que leur politique de domination et d'oppression était progressiste. Si nous acceptons les vues de ces historiens, nous imputerions en fait aux peuples qui ont vécu sous le joug de l'oppression étrangère, et non aux empires oppresseurs ni aux colonialistes, la responsabilité du présent retard de développement d'une grande partie de l'humanité. S'il est une chose que l'on puisse reprocher aux peuples opprimés, c'est de n'avoir pas secoué plus tôt le joug colonialiste et mis fin à la domination.

Mettre en cause le caractère "juste" ou "opportun" de la création d'Etats-nations revient en fait à faire l'apologie de la domination et de l'oppression et à nier le rôle révolutionnaire et progressiste de la lutte des peuples pour leur libération. Cela revient à ignorer non seulement les principes du socialisme scientifique mais même les concepts bourgeois-démocratiques les plus élémentaires. Pareilles attitudes sont tout simplement incompréhensibles aujourd'hui, alors que s'affirme avec plus de vigueur que jamais la volonté des peuples de secouer tout joug étranger et de se proclamer des nations libres ayant des droits égaux dans la grande famille mondiale des nations.

L'histoire montre le caractère indubitablement juste de la lutte des peuples pour se libérer et s'organiser en entités qui leur soient propres, en Etats-nations unitaires indépendants. Telle est la voie pour un développement économique et social rapide de chaque peuple et pour l'établissement, entre toutes les nations du monde, de relations nouvelles et d'une collaboration fondée sur l'égalité.

D'autre part, essayer de mettre en cause le caractère juste de la création d'Etats-nations unitaires, sous prétexte que cette création a eu lieu sous la direction de la bourgeoisie, revient à ignorer la réalité historique qui montre le rôle progressiste que cette classe, durant une certaine période de l'évolution de la société, a joué dans l'abolition de l'ordre féodal et des régimes absolutistes.

Malgré ses limitations de classe, la bourgeoisie a incontestablement eu un rôle important dans l'édification de notre unité nationale, car elle a agi dans le sens des nécessités objectives de l'évolution historique. Il convient aussi de souligner la contribution exceptionnelle apportée à cette union par le prolétariat qui s'affirmait de plus en plus sur la scène politique, par la

/...

classe ouvrière et le mouvement socialiste ainsi que par la masse paysanne, qui tous plaçaient dans l'union leurs espoirs de libération nationale et sociale. Les grandes manifestations politiques affirmant le droit à l'autodétermination nationale, la création des conseils de travailleurs et des gardes nationales qui se sont substitués aux représentants de l'autorité des Habsbourg, les centaines de milliers de signatures portées sur les mandats des délégués à la grande Assemblée nationale tenue à Alba Iulia et la participation de plus de 100 000 Roumains à cette assemblée attestent puissamment la volonté résolue de la masse du peuple de Transylvanie de s'unir au pays. L'extrait suivant de la résolution adoptée à Alba Iulia est inscrit en grands caractères au livre d'or de l'histoire de la patrie : "L'Assemblée nationale de tous les Roumains de Transylvanie et du Banat, réunis par l'intermédiaire de leurs représentants de droit à Alba Iulia le 1er décembre 1918, décrète l'union avec la Roumanie de tous ces Roumains et de tous les territoires qu'ils habitent".

Le cours des événements historiques démontre de façon catégorique que l'union n'a pas été un accident, le fruit de circonstances favorables ou d'accords conclus à une table de négociation, mais le résultat d'une lutte résolue de la très grande masse du peuple, un acte de profonde justice nationale, la réalisation d'une concordance objective entre une réalité objective et les droits inaliénables du peuple, d'une part, et le cadre national qu'exigeaient impérieusement ces réalités, d'autre part. Le traité de paix conclu ultérieurement n'a fait que confirmer un fait acquis, une situation créée grâce à la lutte menée par la masse du peuple en Roumanie et en Transylvanie, la lutte menée par notre peuple tout entier.

L'acte historique de l'union a également été appuyé par les représentants progressistes du peuple hongrois et par les travailleurs des autres nationalités cohabitant en Transylvanie, qui souhaitaient voir abolir l'oppression nationale et sociale. Important à cet égard est le manifeste publié à Budapest par d'éminentes personnalités hongroises comme Ady Endre, Béla Bartok et d'autres, qui déclare : "Nous n'avons aucune revendication à l'égard des nations soeurs. Nous nous considérons nous-mêmes comme une nation renouvelée, une force qui est maintenant libérée, tout comme ceux de nos frères qui sont heureux aujourd'hui d'aborder une nouvelle vie sur les ruines de la monarchie. Nous sommes soulagés de savoir que nous ne sommes plus contraints à être les piliers de l'oppression. Pussions-nous vivre en paix comme des nations libres côte à côte avec d'autres nations libres". Les populations d'origine allemande établies en Transylvanie et au Banat ont également manifesté vigoureusement leur approbation à l'égard de l'unité. Selon la résolution de l'Assemblée nationale des Saxons transylvaniens, en date du 8 janvier 1919 : "La population saxonne, exerçant le droit de libre disposition, déclare se joindre au royaume de Roumanie et adresse ses vœux fraternels au peuple roumain, le félicitant de tout coeur de la réalisation de son idéal national". Et les actes du Congrès des Souabes du Banat affirment : "Seule notre union avec la Roumanie nous offre des garanties suffisantes d'existence et de progrès".

Comme on sait, en même temps que l'Etat-nation unitaire roumain, d'autres Etats indépendants ont été créés dans le centre et le sud-est de l'Europe. Ainsi, la création de la République hongroise indépendante a permis l'aboutissement

/...

de la révolution bourgeoise-démocratique puis l'établissement du pouvoir révolutionnaire de la République des Conseils. Nous devons malheureusement reconnaître que la révolution bourgeoise aussi bien que le régime de Soviets établi en Hongrie en 1919, faute d'avoir pleinement compris les principes sur lesquels repose le droit des peuples à l'autodétermination, n'ont pas discerné d'emblée le caractère de nécessité historique inéluctable et par conséquent légitime de l'union de la Transylvanie avec la Roumanie. Ce n'est que plus tard que le chef du Gouvernement des Soviets révolutionnaires magyars, Béla Kun, a compris la nécessité de ce processus objectif et a exprimé l'approbation de la révolution magyare à l'égard de la création de l'Etat-nation unitaire roumain. Dans une note officielle adressée au Gouvernement roumain le 30 avril 1919, Béla Kun déclarait : "Le gouvernement précédent n'a pas accepté vos propositions, s'en tenant au prétendu droit historique, fondant sur l'oppression passée son droit à l'oppression future. Nous avons renoncé à ce principe dès notre accession au pouvoir. J'ai déclaré solennellement à plusieurs reprises que nous ne sommes pas attachés au principe de l'intégrité territoriale et nous vous faisons maintenant savoir directement que nous reconnaissons aussi sans réserve toutes vos revendications territoriales nationales". Cette reconnaissance expresse et officielle des droits historiques du nouvel Etat-nation unitaire roumain devait avoir une importance particulière, étant de nature à établir les relations entre les deux peuples, entre la Roumanie et la Hongrie, sur de nouvelles bases d'amitié et de bon voisinage, de coopération et de respect mutuel.

Malheureusement, les milieux dirigeants roumains, le gouvernement bourgeois-agrarien n'ont rien fait pour établir des relations d'Etat à Etat avec le Gouvernement révolutionnaire hongrois; répondant aux appels de la réaction en Hongrie, ils ont au contraire participé à l'intervention des puissances impérialistes contre la jeune République soviétique magyare.

Nous devons cependant mentionner que le prolétariat roumain et le mouvement révolutionnaire de notre pays ont pris une position juste et nette à l'égard de la révolution des Soviets magyars et se sont élevés résolument contre ladite intervention, la condamnant de la façon la plus ferme et se déclarant activement solidaires de la cause des travailleurs hongrois. Des militants révolutionnaires roumains se sont engagés comme volontaires dans le Régiment rouge international organisé à Budapest et ont lutté les armes à la main pour la défense de la jeune République soviétique magyare. Après la chute de la République des Conseils en Hongrie, de nombreux militants éminents du mouvement révolutionnaire hongrois ont reçu abri et soutien dans notre pays, où ils ont poursuivi leurs activités. Tous ces faits ont été des manifestations vivantes de l'esprit profondément internationaliste de notre classe ouvrière et du mouvement révolutionnaire et progressiste roumain, et montrent la volonté de la classe ouvrière de placer les relations entre la Roumanie et la Hongrie sur de nouvelles bases d'égalité et de respect mutuel.

Les événements historiques montrent que le prolétariat et les forces progressistes de la Roumanie avaient clairement compris que seul le renversement des classes exploiteuses permettrait de créer les conditions voulues pour l'abolition définitive de l'ancienne politique de division et d'hostilité, et

d'instaurer de nouvelles relations de compréhension et de collaboration amicale entre les deux peuples, dans l'intérêt de leur progrès matériel et social et du renforcement de leur liberté et de leur indépendance nationales. Effectivement, ce n'est que 25 ans plus tard, à la suite du renversement des régimes bourgeois-agrariens qu'est échu à la classe ouvrière des deux pays la grande mission d'instaurer un nouveau type de relations entre les peuples roumain et hongrois.

Après le succès de l'insurrection nationale armée antifasciste et anti-impérialiste en Roumanie, après aussi que le peuple hongrois ait été libéré du joug des fascistes - libération à laquelle l'armée roumaine a considérablement contribué aux côtés des armées soviétiques - après la victoire de la révolution socialiste dans nos deux pays, les relations d'amitié et de coopération entre la Roumanie et la Hongrie ont été portées à un échelon supérieur et ont acquis un contenu particulièrement profond. Nos relations sont fondées sur les dispositions du traité d'amitié, de coopération et d'assistance mutuelle, ainsi que sur les principes du socialisme, la communauté de régime et les aspirations suprêmes des peuples des deux pays. Toutes les causes objectives de malentendu et d'animosité ont disparu, nos peuples étant animés de sentiments d'estime réciproque et de solidarité internationale, et déterminés à ne plus permettre à personne de les faire opposer les uns aux autres. En tant que voisins et amis, nous sommes les uns et les autres profondément désireux de coopérer activement et de nous aider mutuellement afin d'accélérer le progrès économique et social de nos deux pays. Nos peuples ne pourront réaliser leurs idéaux de prospérité et de bonheur et s'affirmer toujours plus fortement dans le monde d'aujourd'hui comme des nations libres et respectées, maîtresses de leur destin et de leur avenir, que s'ils sont étroitement unis entre eux ainsi qu'avec les autres pays socialistes. Nos partis communistes et nos Etats socialistes ont par conséquent à l'égard des générations d'aujourd'hui et de demain la noble mission et la responsabilité historique de ne ménager aucun effort en vue du développement continu de l'amitié et de la solidarité entre la Roumanie et la Hongrie sur la base du principe du respect absolu de l'indépendance et de l'intégrité territoriale de chacune, ainsi qu'en vue du renforcement de leur collaboration au service de la cause du socialisme, du progrès social et de la paix. Je tiens à déclarer que le parti communiste roumain et le gouvernement de notre pays feront tout leur possible pour favoriser un développement constant des relations entre nos pays et nos peuples et pour en faire un modèle de coopération socialiste avancée, fondée sur l'égalité.

L'Etat-nation unitaire roumain, nouvel échelon supérieur dans le développement du pays, dans l'essor du mouvement révolutionnaire ouvrier en vue du progrès et d'une vie meilleure, pour la défense de l'indépendance et de la souveraineté de la Roumanie

La Roumanie est entrée dans une nouvelle phase de développement avec l'institution de l'Etat-nation unitaire, qui a créé les conditions voulues pour un développement plus intensif des forces de production et pour l'accélération du progrès économique et culturel du pays. Il en est résulté une augmentation des forces du prolétariat, l'essor du mouvement révolutionnaire ouvrier et l'intensification de la lutte démocratique.

Du fait toutefois que le pays a continué d'être dirigé par les classes exploiteuses qui se sont servies de l'union pour renforcer leur domination de classe, l'évolution sociale consécutive n'a pas répondu aux aspirations et aux espoirs des masses populaires, et les grands problèmes de la société roumaine n'ont pu être complètement résolus conformément aux intérêts de ces masses.

Les réformes réalisées après l'union étaient d'un caractère limité et ont été dans une large mesure réduites à néant par les lois antidémocratiques édictées par les gouvernements bourgeois-agrariens. L'aggravation de l'exploitation et de l'oppression des masses laborieuses et la restriction des droits démocratiques et des libertés ont abouti à l'intensification de la lutte révolutionnaire du prolétariat et des autres forces progressistes du pays.

La nouvelle situation n'avait pas mis fin à la pénétration de l'économie roumaine par les capitaux étrangers; au contraire, cette pénétration a augmenté. Un certain nombre de capitalistes autrichiens et hongrois restaient propriétaires d'usines et de biens de différentes sortes en Transylvanie. Selon les statistiques, à cette époque, près de 40 p. 100 de l'économie roumaine étaient entre les mains de monopoles étrangers. Cela facilitait l'ingérence des puissances impérialistes dans les affaires intérieures de la Roumanie et a conduit à de graves violations de notre souveraineté et notre indépendance nationales.

En même temps, poursuivant leurs intérêts de classe, la bourgeoisie et les propriétaires terriens ont continué à opprimer les forces révolutionnaires, progressistes et démocratiques - d'où leur politique de discrimination nationale et d'incitation à la haine entre les masses populaires des différentes nationalités afin de pouvoir les dominer et les exploiter toujours davantage. Il en est résulté une recrudescence de la lutte révolutionnaire du prolétariat roumain et des autres forces progressistes du pays. La conscience politique accrue des masses laborieuses a abouti, en mai 1921, à un événement d'une importance particulière pour le développement ultérieur de la société roumaine : la fondation du parti communiste roumain. Cette création du parti communiste roumain a placé sur un plan plus élevé la lutte pour la liberté et la justice sociale, contre l'exploitation et l'oppression et pour la défense et le renforcement de l'indépendance et de la souveraineté nationales. L'entre-deux-guerres, caractérisé par l'aggravation continue des contradictions sociales, a été marqué par de nombreuses luttes ouvrières, luttes des masses populaires, de quelque nationalité qu'elles soient, dirigées et organisées par le parti communiste roumain. Les luttes menées sous la direction du parti communiste roumain, parmi lesquelles on peut citer les grèves des mineurs de la vallée du Jiu en 1929, les troubles de 1931-1932 qui ont abouti aux héroïques batailles révolutionnaires des ouvriers du pétrole et des cheminots en janvier-février 1933, les luttes menées dans la vallée du Mures, la fondation du Front populaire, les victoires aux élections partielles de 1936 et l'intensification du processus de renforcement de l'unité de la lutte des masses laborieuses sont inscrites à jamais dans le livre d'or du mouvement révolutionnaire roumain.

Notre parti a déployé une intense activité politique et organisationnelle contre l'instauration du fascisme dans le pays et les préparatifs de guerre. Il a également mené une action intensive en faveur de l'amitié et de la coopération avec l'Union soviétique. Toutefois, le manque d'unité des forces démocratiques a permis à la réaction d'établir une dictature fasciste et militaire et de soumettre le pays à l'Allemagne hitlérienne. Lorsque les troupes de l'Allemagne nazie ont attaqué la Tchécoslovaquie, le parti communiste roumain a énergiquement condamné cet acte criminel et appelé les masses à la lutte armée pour défendre l'indépendance de la Tchécoslovaquie. Notre parti a condamné l'Accord de Munich et exigé fermement qu'un coup d'arrêt soit donné à la politique agressive de l'Allemagne hitlérienne. La lutte antifasciste dirigée par le parti a atteint son point culminant lors de la grande manifestation populaire du 1er mai 1939, vigoureusement soutenue par l'opinion publique tant en Roumanie qu'à l'étranger. Lors de la douloureuse épreuve du honteux Diktat de Vienne, le parti communiste roumain a organisé de puissantes manifestations de protestation, appelant la population à la lutte armée pour défendre l'intégrité et la souveraineté de la patrie. Les organisations démocratiques, de nombreuses personnalités éminentes sur le plan politique ou culturel, ainsi que les masses ouvrières et les milieux progressistes de la population hongroise de Roumanie, se sont joints au parti. Comme on le sait, l'organisation MADOSZ a fermement condamné le Diktat de Vienne, exprimant l'attachement de la population hongroise de Transylvanie à l'Etat-nation unitaire roumain et sa détermination à lutter pour défendre la souveraineté et l'intégrité de la Roumanie.

Notre parti a mené une lutte incessante contre la guerre antisoviétique; il a suscité et organisé de puissants mouvements de masse pour saboter la machine de guerre fasciste; il a organisé l'action des partisans et milité inlassablement en faveur de l'unité de la classe ouvrière et de toutes les forces démocratiques et patriotiques en vue de renverser la dictature militaire fasciste et d'amener la Roumanie à se dissocier de cette guerre injuste.

En réalisant une large unité de toutes les forces patriotiques de la nation, en renforçant la coopération avec les forces militaires, en profitant des circonstances internationales favorables créées par les victoires de l'Union soviétique et des autres forces de la coalition anti-hitlérienne sur l'Allemagne, notre parti a organisé et déclenché avec succès l'insurrection nationale armée antifasciste et anti-impérialiste du 23 août 1944. Le peuple roumain, avec toute son armée et toutes ses ressources matérielles et humaines, s'est joint à l'armée soviétique et à toute la coalition antifasciste dans la guerre contre Hitler, et il a fait de lourds sacrifices pour la libération totale de ce pays et pour celle de la Hongrie et de la Tchécoslovaquie, jusqu'à la victoire finale sur l'Allemagne nazie.

La libération de ce pays du joug fasciste et la victoire de l'insurrection nationale armée antifasciste et anti-impérialiste du 23 août 1944 ont marqué le début d'une nouvelle phase historique dans le développement de la société roumaine et apporté au peuple roumain la perspective d'une vie nouvelle dans l'indépendance et la dignité.

Les réalisations historiques des années de l'édification socialiste
et les profondes transformations révolutionnaires de la société
roumaine

En même temps que débutait l'édification socialiste, il devenait possible de résoudre entièrement les grands problèmes de l'évolution de la société roumaine sur la voie du progrès économique et social, et de réaliser les idéaux pour lesquels la classe ouvrière, les forces révolutionnaires et progressistes et les meilleurs fils de ce peuple avaient lutté.

En moins de 35 ans, la Roumanie a vécu d'immenses transformations révolutionnaires et franchi plusieurs étapes historiques; le pouvoir démocratique révolutionnaire a été mis en place, les classes exploiteuses ont été renversées et la révolution prolétarienne a triomphé, le peuple a construit avec succès et consolidé le système socialiste, et il a commencé à édifier la société socialiste au développement multiforme.

La réalisation historique la plus importante de cette période a été l'abolition définitive de l'exploitation de l'homme par l'homme dans les villes comme dans les villages, la prise en charge des moyens de production, de toutes les richesses de ce pays par le peuple qui, devenu maître du patrimoine social et des fruits de son labour, bâtit consciencieusement son propre avenir communiste libre. A la suite de la réforme agraire accomplie par la voie révolutionnaire, de la nationalisation des moyens de production dans l'industrie et de l'organisation de l'agriculture en coopératives, l'économie tout entière a été établie sur de nouvelles bases, et les relations socialistes de production ont été généralisées dans la société.

Le socialisme a permis de mettre fin au retard de développement hérité du régime bourgeois-agrarien; il a ouvert la voie au progrès rapide des forces productives et assuré l'établissement d'une nouvelle base techno-matérielle de la société. D'un pays ayant un caractère agraire marqué, une industrie développée et une agriculture retardataire, la Roumanie est devenue un pays agro-industriel, doté d'une industrie puissante fondée sur les conquêtes les plus récentes de la science et de la technique, ainsi que d'une agriculture moderne en continuel développement, capable de satisfaire, dans des conditions toujours meilleures, les exigences de l'économie et les besoins de consommation des grandes masses populaires. En exécutant, sous la direction du Parti, les programmes nationaux de développement économique et social, les travailleurs de notre pays, propriétaires et bénéficiaires directs de tout l'avoir national, ont multiplié par près de 43 la production industrielle de la Roumanie, et sa production agricole par 3 environ par rapport à l'avant-guerre. Le revenu national est plus de 13 fois supérieur à celui de 1938 et le revenu réel des travailleurs a presque sextuplé depuis 1950.

Le socialisme a garanti l'exercice effectif des droits et libertés civiques les plus larges, il a créé une nouvelle démocratie de type supérieur permettant aux ouvriers, aux paysans et aux intellectuels, à toutes les catégories sociales, de participer à l'ensemble de la vie politique et sociale, à l'élaboration et à la

mise en oeuvre de la politique intérieure et extérieure du pays, au gouvernement de l'Etat, à la gestion de la société et à l'édification consciente de sa propre histoire.

C'est dans ce cadre que la question nationale a, pour la première fois, été correctement résolue dans l'esprit de l'idéologie marxiste-léniniste, et que la pleine égalité de droits de tous les citoyens du territoire, sans distinction de nationalité, a été réalisée. Grâce à la politique de développement intensif des moyens de production dans toutes les régions de la Roumanie et à la création d'institutions d'enseignement et de culture dans leur langue maternelle, les nationalités cohabitantes disposent de larges possibilités de s'affirmer dans la vie sociale, bénéficient de conditions égales de travail, d'enseignement et de vie spirituelle ainsi que du droit de s'exprimer en toutes matières dans leur langue maternelle, et partagent également les résultats de l'édification socialiste et du travail accompli dans l'union par notre peuple tout entier.

Je tiens à souligner une fois de plus que tout ce qui a été réalisé par le passé, et en particulier au cours des années de l'édification socialiste, dans les régions de ce pays où vivent également des travailleurs d'autres nationalités est le résultat de la lutte et du travail communs, fraternels des Roumains, des Hongrois, des Allemands, des Serbes et des peuples d'autres nationalités pour le progrès et la prospérité de leur patrie commune, la Roumanie. Notre Parti veillera toujours à ce que les principes du socialisme scientifique soient fermement appliqués à la question nationale, à ce que l'entière égalité des droits soit respectée et à ce que soient créées des conditions permettant à tous les citoyens, sans distinction de nationalité, de participer activement, en tant que fils dignes et libres de leur patrie commune, à la gestion de la société, car il considère que cela fait partie intégrante de l'édification du socialisme multilatéralement développé en Roumanie.

La libération du pays et l'édification du socialisme ont mis fin pour toujours à la domination impérialiste étrangère en Roumanie, assurant totalement et pour la première fois l'indépendance et la souveraineté nationales pour lesquelles nos devanciers ont lutté et se sont sacrifiés, ainsi que le droit du peuple à mener sa vie comme il l'entend et à être pleinement maître de sa destinée.

Le développement considérable du pays est illustré également de façon probante par les transformations profondes qui sont intervenues dans la suprastructure de la société roumaine, dans l'essor prodigieux de l'enseignement, de la science et de la culture. Nous pouvons dire que toutes les conditions ont été réunies pour que tous les travailleurs aient largement accès aux trésors de la connaissance universelle. D'importants succès ont été enregistrés dans l'élévation de la conscience des masses, dans l'éducation socialiste des travailleurs et dans la promotion des principes de la nouvelle éthique révolutionnaire, de la vision avancée du monde et de la vie, enseignés par la classe ouvrière.

Tel est le bilan succinct des victoires historiques remportées par notre peuple, sous la direction du Parti communiste, au cours des 34 années écoulées depuis la victoire de l'insurrection nationale. Nous pouvons dire avec une entière

/...

satisfaction que, dans les conditions du socialisme, la force de notre Etat-nation unitaire a été consolidée et accrue comme jamais auparavant, qu'une véritable unité sociale et politique de tous les travailleurs, sans distinction de nationalité, de tout notre peuple, a été réalisée sur la base des mêmes intérêts et aspirations suprêmes, du droit d'être totalement maître de sa destinée et de construire consciemment son avenir libre, socialiste et communiste.

La vaste activité créatrice du peuple tout entier pour l'exécution des dispositions du plan quinquennal et des décisions du XIe Congrès et de la Conférence nationale du Parti

Nous célébrons le soixantième anniversaire de l'Etat-nation unitaire roumain dans le contexte du grand essor révolutionnaire et des remarquables réalisations de notre peuple dans la mise en oeuvre du vaste programme élaboré par le XIe Congrès du Parti.

Au cours des trois premières années de ce plan quinquennal, notre industrie socialiste s'est développée à un taux annuel de 11,2 p. 100, contre les 10,2 p. 100 prévus. Par conséquent, une production industrielle supplémentaire représentant environ 60 milliards de lei a été réalisée, de sorte que les prévisions initiales du plan quinquennal seront certainement dépassées d'environ 100 milliards de lei. Conformément à la vigoureuse politique d'industrialisation de toutes les régions et de développement harmonieux de toutes les forces de production du territoire national, six autres circonscriptions doivent dépasser cette année le cap des 10 milliards de lei de production, portant ainsi à 31 le nombre des circonscriptions atteignant cet important objectif fixé par le XIe Congrès, contre 4 en 1965. De même, dans l'agriculture, en dépit de conditions atmosphériques peu favorables, de hauts rendements ont été obtenus au cours des trois dernières années, dépassant de loin ceux de la période correspondante du précédent plan quinquennal. Les investissements réalisés au cours de ces trois années s'élèvent à 520 milliards de lei, soit presque autant que pour toute la période du plan quinquennal précédent. A l'heure actuelle, 68 p. 100 du volume des biens de capital fixe de notre économie datent de moins de 10 ans.

Partant de cet objectif majeur qu'est le passage de l'accumulation quantitative à une nouvelle qualité supérieure, objectif qui a été fixé par la Conférence nationale du Parti, nous avons pris des mesures visant à adapter les mécanismes économiques et financiers au nouveau cadre organisationnel créé au cours des dernières années. Nous avons intensifié l'autodirection ouvrière et l'autogestion des entreprises, amélioré le système d'indicateurs du plan en introduisant la production nette comme indicateur de base et en accroissant le rôle de la production physique et de l'efficacité économique. L'expérimentation du nouveau mécanisme économique et financier au cours du deuxième semestre de cette année démontre la justesse des orientations fixées par la Conférence nationale et le Plénum du Comité central du Parti en mars dernier.

Par suite du développement accéléré de toutes les branches d'activité économique, le produit social a augmenté de 9 p. 100 au cours de ces trois années et le revenu national de près de 10 p. 100. Cela a permis au Parti et à l'Etat

/...

d'adopter les mesures que l'on sait en vue d'améliorer plus rapidement encore le niveau de vie de la population; c'est au cours des années 1979 et 1980 qu'interviendra la deuxième phase des augmentations de salaire, qui portera la hausse des rémunérations de toutes les catégories de travailleurs à 32 p. 100 à la fin du présent plan quinquennal, alors que le XI^e Congrès avait prévu 20 p. 100. L'achèvement de la première phase de ce programme avant la date fixée par le plan se traduira cette année par une rémunération moyenne nette d'environ 2 000 lei par mois, soit près de 25 p. 100 de plus qu'en 1975. Grâce à l'augmentation des salaires aussi bien que du nombre des emplois, les encaissements du personnel ouvrier représentent cette année 38 p. 100 de plus qu'en 1975. Par rapport à la même année, les revenus réels de la paysannerie ont augmenté de plus de 20 p. 100. Au cours de ces trois années, le système général des pensions de retraite a été amélioré et élargi; les pensions ont été augmentées, et il est prévu que leur augmentation totale atteindra 23 p. 100 en moyenne à la fin du plan quinquennal en cours. Les dépenses consacrées aux allocations familiales et aux subventions pour les familles nombreuses progresseront de près de 48 p. 100 pendant la même période. Le volume des dépenses socio-culturelles émanant du budget de l'Etat progressera de plus de 4,6 p. 100 d'ici à la fin du plan quinquennal. Les impôts sur les rémunérations ont été supprimés et la Roumanie est ainsi l'un des premiers pays où les travailleurs n'aient plus à payer d'impôts sur les revenus réalisés par le travail. Un témoignage éloquent également de l'élévation du niveau de vie est constitué par le fait que le volume des ventes de produits de base a augmenté d'environ 30 p. 100 au cours de ces trois années. A partir de cette année, nous procédons à la réduction progressive de la semaine de travail, mesure dont bénéficient déjà un grand nombre de travailleurs.

Les mesures adoptées par le Parti pour élever le niveau de vie matériel et spirituel montrent de façon convaincante que tout ce qui est réalisé dans ce pays l'est pour l'homme, pour la satisfaction des besoins des travailleurs, pour l'épanouissement complet de la personnalité humaine, but suprême de la politique du Parti, essence de la société socialiste que nous édifions en Roumanie.

Les succès enregistrés dans l'épanouissement multilatéral de la civilisation matérielle et spirituelle de ce pays attestent la justesse de la politique d'édification du socialisme promue par notre Parti et notre Etat qui appliquent de façon créatrice des lois générales aux conditions concrètes de la Roumanie, le réalisme des dispositions du plan quinquennal, le caractère judicieux des décisions du XI^e Congrès et du programme du Parti ainsi que la force de notre Parti communiste qui accomplit avec honneur son rôle historique, conduisant la société tout entière sur la voie de la prospérité et du progrès, du socialisme et du communisme.

Les grandes réalisations enregistrées dans tous les domaines d'activité sont le fruit du travail créateur de notre merveilleuse classe ouvrière qui accomplit avec distinction sa mission historique, le fruit de l'activité de la paysannerie, des intellectuels, de tout notre peuple, bâtisseur du socialisme. Elles prouvent l'énergie et l'élan révolutionnaire avec lesquels le peuple tout entier suit sans défaillance la politique du Parti communiste roumain, qui répond pleinement aux aspirations vitales de tous les travailleurs sans distinction de nationalité, de notre nation tout entière, et qui va dans le sens du bien-être et du bonheur, de la liberté et de l'indépendance de la patrie.

Pour toutes les grandioses victoires remportées dans l'industrie, dans l'agriculture et dans les autres secteurs de l'économie, dans l'épanouissement de la science et de la culture, dans l'édification de la société socialiste multilatéralement développée, je tiens, en ce glorieux anniversaire de notre unité nationale, à adresser aussi les félicitations les plus chaleureuses à notre héroïque classe ouvrière, à notre laborieuse paysannerie, aux intellectuels profondément dévoués au peuple, à tous les travailleurs sans distinction de nationalité et à leur souhaiter des vœux sincères de nouveaux et toujours plus grands succès dans les nobles activités dédiées à la grandeur de la République socialiste de Roumanie.

En soulignant les grandes réalisations des années de l'édification socialiste, nous ne devons pas oublier un seul instant qu'au cours de ce processus complexe, certaines erreurs ont également été commises, certaines carences et anomalies ont été constatées, et de nombreuses difficultés ont dû être surmontées. Comme vous le savez, notre Parti a agi avec détermination pour proscrire les carences et les erreurs; il a fermement combattu les abus et les illégalités commis à une certaine époque, et pris les mesures nécessaires pour empêcher qu'ils puissent se reproduire. Nous pouvons dire que la caractéristique fondamentale de cette époque est le développement accéléré du pays à tous les niveaux, le progrès ininterrompu de l'économie, de la science et de la culture et l'élévation du niveau de vie de tout le peuple.

Nous avons conscience qu'il reste encore beaucoup à faire pour assurer à notre peuple le niveau de vie et de civilisation auquel il aspire et qu'il mérite pleinement. Toutes les conditions sont réunies pour permettre l'accroissement continu de notre patrimoine socialiste et la progression toujours plus ferme de notre pays sur la voie de la civilisation socialiste en agissant résolument pour la mise en oeuvre exemplaire de la politique du Parti.

Les succès déjà remportés et les plans établis pour 1979 et 1980 assurent toutes les conditions requises pour la réalisation intégrale des dispositions du plan quinquennal, y compris le programme additionnel adopté par la Conférence nationale. Cela exige sans aucun doute des efforts soutenus de la part de tout notre peuple, l'amélioration continue de la gestion et de l'organisation de l'économie, l'utilisation maximale des moyens dont nous disposons et l'accession à un nouveau degré de qualité dans tous les domaines d'activité.

La réalisation des dispositions du plan exige que des mesures énergiques soient prises dans toutes les branches de l'économie en vue d'utiliser pleinement la capacité de production, de tirer le meilleur parti des machines et outillages et d'employer la main-d'oeuvre aussi rationnellement que possible. Il faut également tout faire pour que les conditions de réalisation des nouveaux objectifs soient observées rigoureusement et pour qu'ils soient pleinement atteints en temps voulu.

Le développement de l'économie dans des conditions de plus grande efficacité et à un plus haut niveau de qualité exige que des mesures plus énergiques soient prises pour tirer parti des conquêtes de la révolution technico-scientifique et

pour appliquer rapidement de nouvelles techniques modernes à la production. Nous devons agir avec détermination pour stimuler de façon permanente notre propre activité créatrice dans le domaine scientifique et technique et pour encourager les initiatives des grandes masses laborieuses en vue de la modernisation continue des processus de production.

La certitude de disponibilités en matières premières, matériaux divers et ressources énergétiques est une condition importante pour le développement économique du pays. Nous devons multiplier nos efforts pour identifier, mettre en valeur et exploiter nos propres ressources pour administrer rationnellement et utiliser avec un maximum d'efficacité toutes les matières premières et autres matériaux, et pour réduire sensiblement les indices de consommation. Cette tâche est d'autant plus pressante que les crises mondiales des matières premières et de l'énergie causent à tous les pays du monde, y compris la Roumanie, des difficultés toujours plus grandes, auxquelles nous ne pouvons faire face que par un effort intensif et persévérant en vue de rationaliser la consommation et d'utiliser judicieusement les ressources.

Un autre objectif central de notre économie est un accroissement plus rapide de la productivité du travail social et, à cette fin, l'introduction à une large échelle de la mécanisation et de l'automatisation dans toutes les entreprises, ainsi que l'amélioration continue des qualifications professionnelles des connaissances scientifiques de nos techniciens et de tous nos travailleurs.

Dans l'agriculture également, des efforts soutenus sont nécessaires pour mettre en oeuvre le programme d'accroissement de la production agricole et de celle de l'élevage qui a été adopté par les organes directeurs du Parti. Par l'utilisation plus judicieuse des terres, la mise en oeuvre plus intensive des bases techniques et matérielles et l'application à une large échelle des conquêtes de la science agronomique et zootechnique, nous réaliserons une véritable révolution dans le développement de l'agriculture roumaine et obtiendrons des productions et des récoltes de beaucoup supérieures à celles qu'on enregistre actuellement.

Un problème particulièrement important pour le développement économique de notre pays est celui de l'amélioration des activités touchant le commerce extérieur, et notamment l'accroissement et la diversification continus des exportations. Les ministères, les centrales et les entreprises doivent veiller particulièrement à ce que les marchandises destinées à l'exportation soient d'une diversité et d'une qualité convenables, afin que les produits roumains se vendent mieux sur les marchés étrangers. Des mesures énergiques doivent être prises pour limiter les importations au strict nécessaire et pour utiliser nos propres ressources au maximum.

La mise en oeuvre optimale des objectifs du plan quinquennal permettra d'augmenter la puissance économique de notre pays, de réaliser les dispositions du programme visant à améliorer le bien-être du peuple et de préparer soigneusement le passage au prochain plan quinquennal - phase ultime de l'exécution du programme adopté par le XIe Congrès pour l'édification de la société socialiste multi-latéralement développée et la progression de la Roumanie vers le communisme.

/...

Le renforcement de l'Etat socialiste, amélioration continue du cadre démocratique permettant à tous les travailleurs, sans distinction de nationalité, de participer à la gestion de la société

Ces dernières années, notre Parti et notre Etat ont régulièrement déployé une grande activité en vue d'établir une concordance entre le développement des forces de production et le caractère des relations sociales ainsi que de porter l'organisation et la gestion de notre société tout entière à un niveau toujours plus élevé sur la base des progrès de la science moderne et de la théorie révolutionnaire du matérialisme dialectique et historique.

Partant du rôle qui revient à l'Etat dans le processus d'édification d'une société socialiste multilatéralement développée, nous travaillons constamment à améliorer encore ses activités en conciliant le principe de la centralisation démocratique et de la direction unitaire avec les principes de l'autodirection et de l'autogestion, stimulant l'esprit d'initiative des unités économiques et administratives-territoriales et mobilisant toujours plus intensément la pensée et l'expérience des travailleurs.

Un objectif essentiel de l'activité du Parti a été l'élargissement et l'amélioration continus du cadre organisationnel de direction collective de tous les domaines d'activité - principe fondamental de notre société socialiste - de participation directe, active et effective des masses laborieuses à la direction des entreprises et des institutions, de toutes les unités socialistes et de la société tout entière. C'est là un besoin objectif de la construction socialiste, l'essence même de notre nouveau régime. Des mesures ont été prises pour accroître le rôle et les attributions des conseils de travailleurs et des assemblées générales des collectivités dans l'administration efficace du patrimoine socialiste qui leur est confié; de nouveaux forums et organismes démocratiques à caractère national ont été institutionnalisés pour assurer la participation directe de la classe ouvrière, des paysans, des intellectuels et des autres catégories sociales à la discussion et à l'élaboration de la politique générale d'édification socialiste, de toute la politique intérieure et extérieure de la Roumanie socialiste. Dans l'ensemble des organismes collectifs, à tous les échelons, 30 p. 100 environ des membres sont des travailleurs qui participent directement à la production. Ce chiffre en dit long sur le rôle croissant de la classe ouvrière dans notre société et sur l'accomplissement effectif de sa mission historique en tant que classe dirigeante du peuple dans l'oeuvre d'édification du socialisme.

Des améliorations ont été apportées à la législation du pays en fonction de l'évolution générale de la société ainsi que du niveau de conscience politique et civique des masses, et l'ensemble des rapports sociaux a été solidement fondé sur la loi, sur la légalité socialiste.

D'importantes mesures ont été adoptées ces dernières années pour améliorer l'activité des organes locaux du pouvoir et de l'administration d'Etat pour combattre la bureaucratie et le formalisme dans l'exécution de leur tâche, et pour

/...

renforcer leurs liens et leur collaboration active avec la masse des travailleurs. Une action de grande portée a aussi été entreprise dans le domaine de la simplification continue de l'appareil de l'Etat et de la répartition rationnelle de la main-d'oeuvre entre la sphère productive et la sphère administrative, en vue de la satisfaction optimale des exigences de la société.

Un trait caractéristique du processus d'amélioration des activités de l'Etat au stade actuel est le transfert de certaines de ses fonctions aux masses populaires, aux collectivités de travailleurs. De pair avec le progrès de la démocratie socialiste, il y a eu accroissement du rôle des organisations de masse et des organismes publics au sein du Front de l'unité socialiste, pour la solution des problèmes économiques, dans la vie sociale, dans les activités culturelles et éducatives et pour la solution des problèmes des masses populaires. Dans les villages et les quartiers, les comités du Front de l'unité socialiste ont reçu d'importantes attributions. Une amélioration a été enregistrée dans la manière dont le contrôle collectif des travailleurs s'exerce dans tous les domaines d'activité, et dont les lois du pays et les décisions du Parti et de l'Etat sont appliquées.

Les réunions récentes avec les délégations de la classe laborieuse et des autres groupes de travailleurs, ainsi qu'avec les représentants des forces armées et du Ministère de l'intérieur, illustrent éloquemment le fait que toutes les dispositions fondamentales de notre politique intérieure et extérieure sont élaborées et décidées avec la participation de l'ensemble des travailleurs, sans distinction de nationalité, avec le peuple tout entier, seul et véritable maître et artisan du destin libre et indépendant de la Roumanie socialiste.

Une première préoccupation a été d'appliquer les principes de l'équité socialiste et de réaliser un judicieux intéressement matériel des travailleurs. L'augmentation plus marquée des rémunérations les plus faibles a permis d'établir entre les revenus les plus bas et les plus élevés un rapport de 1 à 5,5 ou 6, ce qui correspond aux objectifs fixés dans ce domaine par le XIe Congrès du Parti. Nous prenons des mesures énergiques pour mettre un terme aux procédés d'enrichissement malhonnête utilisés par certains citoyens, pour exclure la possibilité que certains vivent aux dépens des autres, c'est-à-dire de la société, pour supprimer le parasitisme et pour combattre, sous toutes ses formes, la fuite devant les responsabilités établies en vertu des nouveaux principes de notre société.

Notre Parti attache une importance particulière à l'éducation socialiste des masses, à l'assimilation de la conception révolutionnaire du monde et de la vie et à l'élargissement des horizons du peuple tout entier dans le domaine de la connaissance et de la culture. Nous accordons une attention particulière aux activités tant politiques que culturelles et éducatives et nous utilisons à cet effet tous les moyens dont dispose notre société. Le festival national "Hymne à la Roumanie", qui se déroule actuellement pour la seconde fois, crée les conditions d'une large participation des masses populaires à la vie spirituelle, au progrès de notre nouvelle culture. Dans le domaine des activités politiques, idéologiques, culturelles et éducatives, des tâches plus vastes attendent les services de presse, de radiodiffusion et de télévision, les organes de propagande et les créateurs littéraires et artistiques, à qui il incombe d'accroître leur contribution à

/...

l'information complète de l'opinion publique, à l'éducation socialiste des masses et à la promotion des principes de l'éthique et de l'équité dans tous les aspects de la vie sociale.

Se préoccupant du développement économique et social du pays et de l'amélioration continue du gouvernement de la société, notre Parti accorde également la plus grande attention à l'affermissement de nos forces armées, à leur dotation en matériel militaire, à l'élévation de leur capacité de combat et de leur niveau politique et à la formation du peuple tout entier afin qu'il soit prêt à tout moment à assurer la défense de la patrie, des conquêtes du socialisme, de l'indépendance et de la souveraineté de la Roumanie, de l'intégrité de notre Etat-nation unitaire. Partant du principe que la force de notre Etat socialiste réside avant tout dans le développement économique et social, dans le succès de l'édification socialiste et communiste et dans l'affirmation de la supériorité du nouveau régime, qui affermissent la capacité de combat du peuple et sa volonté de défendre les conquêtes du socialisme ainsi que la liberté et l'indépendance de la patrie, nous prêtons en même temps pleinement attention à l'amélioration de l'activité des organes de sécurité, de milice et de procureure auxquels il incombe de défendre la propriété socialiste, l'ordre public et le travail du peuple tout entier dans l'esprit de l'humanisme révolutionnaire.

Considérant la nécessité objective d'une direction unitaire de l'ensemble de la société selon la conception révolutionnaire du socialisme scientifique, nous nous attachons à renforcer continuellement le rôle directeur du Parti communiste roumain dans l'oeuvre d'édification du socialisme, en même temps que son pouvoir d'unir et de mobiliser les masses en vue de la réalisation du programme établi par le XIe Congrès. Notre Parti s'affirme toujours plus intensément comme le centre vital de toute la vie sociale, tirant son inspiration de l'expérience des larges masses populaires et assurant la progression dynamique de la transformation révolutionnaire de la société roumaine. L'accroissement du rôle de direction politique du Parti ne signifie pas que celui-ci monopolise l'activité politique; au contraire, son influence croissante doit conduire et conduit à une participation accrue de l'ensemble de la population à la vie politique de la société, ainsi qu'à l'amélioration et à la diversification du cadre organisationnel de participation de toutes les catégories sociales au gouvernement démocratique de l'Etat.

Le renforcement de la démocratie socialiste est une illustration probante de la vigueur de notre nouveau régime, du profond dévouement de tout le peuple à l'édification du socialisme et du communisme en Roumanie.

Nous abordons la septième décennie depuis la formation de notre Etat-nation unitaire, fermement résolu à tout mettre en oeuvre pour que la période qui commence conduise à un nouvel échelon supérieur du développement multilatéral de notre patrie, où la Roumanie rejoindra les pays à niveau moyen de développement, assurant ainsi une élévation de plus en plus rapide du bien-être matériel et spirituel du peuple tout entier.

En ce moment solennel, je vous appelle, chers camarades et amis, à tout faire pour que l'anniversaire de notre Etat-nation unitaire soit l'occasion d'une puissante manifestation de la volonté de tous les travailleurs, sans distinction de nationalité, de tout notre peuple, d'élever avec toujours plus d'éclat sur la terre de Roumanie l'édifice du socialisme et du communisme, le système social le plus avancé et le plus équitable que l'histoire ait jamais connu!

La Roumanie, unité active dans la lutte
pour le socialisme et pour la paix et la
collaboration entre toutes les nations
du monde

Ouvrant à la réalisation, dans les meilleures conditions, du programme d'édification du socialisme et du communisme en Roumanie, nous remplissons un devoir sacré envers notre propre peuple et, en même temps, nous apportons notre contribution à la victoire de la cause générale du socialisme et à l'affermissement des forces du progrès social et de la paix dans le monde. Nous partons de la conviction qu'une contribution accrue de la Roumanie à la détente et à la paix - objectifs d'importance primordiale pour le sort de l'humanité - implique d'abord et par-dessus tout un renforcement continu de la puissance économique et politique de notre propre pays ainsi que la réussite du programme d'amélioration du bien-être matériel et du niveau culturel de tout notre peuple.

Engagé avec toutes ses forces dans la vaste tâche d'édification de la société socialiste et communiste, le peuple roumain a, comme tous les peuples, un besoin vital de paix. C'est la raison pour laquelle la règle essentielle de notre politique étrangère est une lutte sans répit contre tous préparatifs de guerre, contre la course aux armements, pour le règlement des questions complexes du monde d'aujourd'hui par des moyens pacifiques et par la négociation, ainsi que pour le renforcement de la détente et pour l'instauration d'une véritable sécurité internationale et d'une paix durable dans le monde. En ce sens, nos efforts en vue de la réalisation du programme élaboré par le onzième Congrès du parti vont de pair avec la lutte pour l'élimination de l'antique politique impérialiste de force et de domination, en faveur d'une nouvelle politique de détente et de coopération, de relations d'égalité et de respect entre toutes les nations et d'une vie meilleure et plus équitable sur notre planète.

La politique extérieure de la Roumanie procède de l'analyse matérialiste-dialectique et historique de l'évolution contemporaine, qui révèle dans la vie internationale l'existence de deux tendances diamétralement opposées. D'une part s'affirme une volonté toujours plus puissante des peuples de s'épanouir en liberté, maîtres de leurs richesses nationales, selon le destin qui leur est propre, d'avoir la possibilité d'organiser leur vie comme ils l'entendent sans ingérence extérieure, et de travailler ensemble sur un pied de complète égalité, dans un climat de sécurité et de paix. De l'autre côté s'accroît la politique impérialiste, colonialiste et néo-colonialiste de la force et du diktat, de la redistribution du monde en sphères d'influence et de la domination, menaçant l'indépendance et la liberté des peuples ainsi que la voie vers la détente, la paix et la sécurité internationales. Les contradictions économiques deviennent plus profondes, la crise économique mondiale - dans le domaine de l'énergie comme dans celui des changes et de la monnaie - s'aggrave, provoquant de graves perturbations dans l'économie du monde et compromettant les relations entre Etats ainsi que l'ensemble du climat international.

D'après l'analyse du rapport international des forces et des grandes mutations qui s'opèrent aujourd'hui dans le monde, et malgré l'accentuation de la politique impérialiste de domination, de diktat et de redistribution des zones d'influence,

/...

nous ne pouvons dire que la situation dans le monde évolue vers un inévitable affrontement militaire, vers une guerre mondiale. Au contraire, les profonds changements sociaux et nationaux révolutionnaires qui se produisent dans le monde indiquent que les forces du socialisme et du progrès, les peuples eux-mêmes, peuvent, en agissant dans l'unité, prévenir l'éclatement d'une nouvelle guerre mondiale et assurer une paix durable sur notre planète.

Nous considérons qu'un rôle décisif dans le développement des tendances positives de la vie internationale revient aux pays socialistes, aux partis communistes et ouvriers et aux autres forces progressistes et démocratiques, dont la mission historique est de bâtir un monde de justice sociale et nationale, d'égalité entre les peuples, de coopération fructueuse et amicale entre toutes les nations du monde.

La Roumanie oeuvre avec persévérance en vue du développement de l'amitié, de la coopération et de la solidarité avec tous les pays socialistes, et milite en faveur du renforcement de leur unité et de leur collaboration. Affermissant constamment notre amitié et notre coopération avec tous les pays socialistes, nous n'avons jamais envisagé et n'envisagerons jamais de développer nos relations avec un pays socialiste au détriment de nos relations avec les autres pays socialistes; nous n'avons jamais mis et ne mettrons jamais notre amitié avec un pays en opposition avec notre coopération avec les autres pays, tout comme, d'une manière générale, nous n'opposons pas nos relations avec un pays à nos relations avec un autre, convaincus que nous devons faire tout notre possible pour développer des relations d'amitié et de coopération avec tous les pays socialistes et avec tous les Etats du monde, sans distinction de régime social.

Les relations de la Roumanie avec les pays socialistes sans la moindre exception constituent un ensemble unitaire, fondé sur notre politique ferme, cohérente et conforme à nos principes, visant au renforcement de l'unité de tous les pays socialistes ainsi qu'à l'accroissement de la force et de l'influence du socialisme dans le monde.

Les conditions historiques, nationales et sociales différentes dans lesquelles l'édification du socialisme se déroule dans nos pays expliquent certes qu'il existe des différences d'opinion sur certains problèmes concrets et certains modes d'action. Nous considérons cependant que cela ne doit en aucune manière nuire aux bonnes relations entre les pays et les peuples socialistes, à leur amitié et à leur solidarité.

Nous ne pouvons méconnaître le fait qu'il existe des divergences entre les divers pays socialistes. Nous en sommes profondément préoccupés, car ces divergences dégénèrent parfois en actes particulièrement graves, comme le soutien d'éléments contre-révolutionnaires dans certains pays où on les incite à se soulever contre le gouvernement, actes qui vont de façon flagrante à l'encontre de notre conception révolutionnaire du monde et de la vie, des principes et des règles régissant les relations entre les pays socialistes ainsi que du droit international et de la Charte même des Nations Unies. Nous considérons qu'il est de l'intérêt de chaque pays socialiste, et de la cause du socialisme en général, que tout

/...

le possible soit fait pour surmonter les divergences, pour les régler par des conversations et négociations directes de parti à parti, de pays à pays. Le rétablissement de l'unité des pays socialistes aurait une importance énorme pour le rapport international des forces et pour l'accroissement de l'influence et du prestige du socialisme dans le monde.

Nous pensons en outre qu'en vue d'accroître la force du socialisme, une action intensive devrait être menée pour améliorer continuellement les rapports de coopération économique entre les pays socialistes, et pour parfaire les formes de cette coopération dans des programmes de production et de recherche scientifique à long terme. Dans le cadre même de la coopération et de la collaboration entre les pays socialistes, il n'est pas douteux qu'un rôle primordial revienne à l'affirmation toujours plus vigoureuse des principes d'égalité, de respect mutuel et d'entraide amicale qui doivent offrir au monde un modèle avancé de rapports internationaux. C'est dans cet esprit que la Roumanie accorde une attention particulière au développement de la coopération dans le cadre du Conseil d'assistance économique mutuelle (CAEM) qui, à sa dernière session à Bucarest cette année, a adopté des programmes spéciaux de coopération dans des domaines de première importance économique. Nous travaillons à l'intensification de la collaboration avec les pays membres du CAEM en vue de rapprocher et d'amener finalement à égalité les niveaux de développement de ces pays, de conduire plus rapidement chaque économie nationale à la prospérité et d'accroître la force et le prestige du socialisme dans le monde. En outre, comme je l'ai dit précédemment, la Roumanie oeuvre avec persévérance au développement régulier des relations économiques, techniques, scientifiques et culturelles avec tous les pays socialistes. Nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour que nos relations avec les pays socialistes s'améliorent sans cesse et se développent constamment.

La lutte pour le désarmement, pour l'arrêt de la course
aux armements et pour la réduction des dépenses militaires,
but essentiel de la politique de notre parti et notre Etat

La réunion du Comité politique consultatif des Etats parties au Traité de Varsovie, qui s'est récemment tenue à Moscou, est un événement international de grande importance. La Déclaration adoptée à l'unanimité comporte un examen complet de la situation mondiale contemporaine et affirme avec la plus grande netteté la détermination des pays socialistes ayant participé à la réunion d'intensifier leur action contre la politique impérialiste et colonialiste de la force et du diktat, d'agir en étroite solidarité pour le règlement des problèmes complexes du monde contemporain par la voie des négociations pacifiques, pour le désarmement - à commencer par le désarmement nucléaire -, pour la détente et la paix en Europe et dans le monde. Comme vous le savez, les pays socialistes signataires de la Déclaration se sont fermement engagés à agir pour l'application des textes signés à Helsinki, pour l'adoption de mesures concrètes de désarmement en Europe, pour la coopération, la sécurité et la paix sur notre continent.

Nous devons souligner le fait que les pays socialistes se prononcent pour le respect de l'indépendance et de la souveraineté de tous les Etats et déclarent de la façon la plus résolue que "Les pays socialistes ne recherchent de privilèges,

/...

n'insistent pour obtenir des bases militaires et ne sont en quête de concessions dans aucune région du monde. Hostiles par principe à la politique impérialiste de création de sphères d'influence, les pays socialistes ne participent jamais à la bataille pour la répartition desdites sphères".

D'une manière générale, nous pouvons dire que, par tout son contenu, la Déclaration exprime les aspirations de nos peuples et leur volonté d'entretenir des rapports amicaux et pacifiques avec tous les peuples du monde, quel que soit leur système social.

C'est pourquoi j'entends déclarer en assumant pleinement la responsabilité de mes paroles, devant la présente réunion solennelle commune du Comité central, du Conseil national du Front de l'unité socialiste et de la Grande Assemblée nationale, comme je l'ai déjà fait auparavant devant le Plénum du Comité central du parti et lors de mes rencontres avec les représentants des travailleurs, que la Déclaration de Moscou est en parfait accord avec la volonté et les intérêts de tout notre peuple, qu'elle exprime sa détermination de mener une lutte résolue en étroite union avec les pays socialistes et avec tous les peuples du monde, pour la détente, la coopération et la paix. En signant cette Déclaration, au nom des organes du parti et de l'Etat, au nom du peuple roumain, nous nous sommes engagés à n'épargner aucun effort pour la mise en oeuvre de la politique de désarmement et pour la collaboration de toutes les nations du monde dans l'égalité et dans la paix. J'ai la conviction que toutes les personnes ici présentes et notre peuple tout entier approuveront cette Déclaration et feront tout ce qui est en leur pouvoir pour observer ces engagements.

Comme vous le savez, la situation internationale, les événements de l'année ainsi que la réunion des Etats parties au Traité de Varsovie ont suscité l'intérêt des travailleurs dans toute la nation. Tenant compte de ce fait, j'ai jugé nécessaire, conformément à l'esprit de démocratie socialiste qui caractérise l'action du parti et de l'Etat, de rencontrer les représentants de la classe ouvrière, de la paysannerie, des intellectuels, des autres catégories sociales, de l'armée et du Ministère de l'intérieur, pour répondre aux questions de peuple entier. Nous y voyons une manifestation d'une conscience socialiste considérablement accrue, de l'intérêt que portent notre classe ouvrière, tous les travailleurs sans distinction de nationalité, à la politique intérieure et extérieure de notre Etat, et un témoignage probant du fait qu'aucune décision intéressant le pays et le peuple ne saurait être prise sans consultation et plein accord avec les organes suprêmes du parti et de l'Etat aussi bien qu'avec le peuple tout entier.

Nous avons de plus jugé nécessaire de convoquer le Plénum du Comité central du parti - l'instance suprême du parti dans la période entre les congrès - pour examiner l'activité de notre délégation à la réunion de Moscou. Comme on le sait, le Plénum du Comité central, tout comme les diverses catégories de travailleurs rencontrées, a approuvé à l'unanimité la signature de la Déclaration et hautement apprécié l'ensemble de l'activité de notre délégation à cette réunion. Cette approbation est l'expression de la volonté unanime de notre parti et de notre peuple d'agir avec la plus grande détermination pour promouvoir une politique de paix, de détente et d'indépendance pour tous les peuples.

/...

La question devait inévitablement se poser de savoir si, compte tenu de l'actuelle situation internationale et du fait que les pays de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) ont décidé en mai dernier d'augmenter leurs dépenses militaires, la Roumanie ne prendrait pas à son tour la décision d'augmenter les siennes. Comme je l'ai dit précédemment, l'actuelle situation internationale exige que nous prêtions attention au renforcement de la capacité de défense du pays et, par suite, que nous consacrons une part importante du revenu national, de l'avoir de notre peuple, à l'équipement approprié de l'armée roumaine en matériel de combat. Mais nous estimons que le souci de renforcer la capacité défensive du pays ne doit compromettre en rien le programme national de développement socio-économique, d'amélioration du bien-être matériel et du niveau culturel de tout notre peuple. C'est pourquoi, répondant aux questions des travailleurs, j'ai déclaré devant le Comité central, devant les représentants de la classe ouvrière, des autres catégories sociales et de l'armée, devant notre peuple tout entier, que nous n'avons pris aucun engagement d'aucune sorte et que nous n'envisageons pas d'accroître les dépenses militaires au-delà des prévisions initiales. J'ai affirmé avec la plus grande netteté que nous agirons résolument pour que des mesures soient prises en vue, non pas d'intensifier, mais de freiner la course aux armements, et que nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour contribuer à l'application des mesures de désarmement, principalement de désarmement nucléaire, ainsi qu'à la réduction des effectifs et des dépenses militaires.

Nous avons désapprouvé à plusieurs reprises les décisions prises en mai par les pays de l'OTAN en vue d'une nouvelle augmentation de leurs dépenses militaires, qui constitue une forte incitation à la course aux armements. Nous estimons nécessaire de demander aux pays de l'OTAN d'annuler ces décisions. Nous estimons aussi que les pays socialistes doivent dire un NON ferme à la course aux armements et faire tout leur possible pour amorcer une réduction des dépenses militaires, lesquelles constituent une lourde charge pour tous les peuples, y compris ceux des pays socialistes. Nous sommes fermement convaincus que, si tous les peuples du monde élèvent résolument leur voix, les gouvernements et les Etats appliqués à renforcer leur arsenal seront obligés de tenir compte de la volonté des peuples et de renoncer à la course aux armements.

Fermes partisans d'une réduction des dépenses militaires, décidés à ne pas accroître la part du revenu national consacrée aux armements, nous partons du fait que le rapport international des forces est toujours davantage en faveur des peuples qui luttent contre la guerre, contre la politique de force et de diktat, pour la collaboration, pour l'égalité entre toutes les nations et pour la paix.

Il est évident que, si nous consacrons une plus grande partie du revenu national aux dépenses militaires, nous ne serions plus en mesure d'appliquer le programme de développement économique et les dispositions visant à relever le niveau de vie. On sait que la Roumanie a encore beaucoup à faire pour dépasser le stade de pays en développement, pour s'assurer un niveau élevé de développement économique et social, pour donner une assise solide à la société socialiste et communiste. C'est pourquoi nous ne négligerons rien pour réaliser le programme du onzième Congrès du parti. Il est évident que ne pas réussir à exécuter le programme de développement

/...

social et économique aurait également de graves répercussions sur la capacité de défense et de combat de notre peuple et de notre armée. On sait bien que ce sont justement le développement social et économique, la réalisation exemplaire du programme élaboré par le onzième Congrès pour l'édification de la société socialiste multilatéralement développée, et l'amélioration du bien-être matériel et du niveau spirituel du peuple qui aideront le mieux à renforcer la capacité de défense et de combat du pays. Plus tangibles seront les résultats obtenus dans l'édification socialiste, plus résolu sera notre peuple à défendre de toutes ses forces les conquêtes révolutionnaires, l'indépendance et la souveraineté du pays, en même temps qu'à remplir son devoir envers ses alliés, conformément aux engagements pris. Une fois de plus, nous assurons le Comité central, le Conseil national du Front de l'unité socialiste, la Grande Assemblée nationale et le peuple tout entier que nous n'accroîtrons pas les dépenses militaires. Je tiens à déclarer aussi en assumant pleinement la responsabilité de mes paroles que si la situation internationale s'aggrave, nous examinerons la question des dépenses militaires au sein des organes suprêmes du parti et de l'Etat et que, si cela apparaît nécessaire, nous porterons ouvertement devant ces organes et devant le peuple entier la question de l'affectation de crédits plus importants pour les besoins militaires - car seuls les organes du parti et de l'Etat, le peuple, ont qualité pour se prononcer sur des aspects aussi essentiels de notre politique générale.

Cependant, je déclare une nouvelle fois que l'actuelle situation internationale ne justifie en rien l'adoption de mesures visant à accroître les dépenses militaires. Au contraire, nous devons tout faire pour assurer la réalisation des programmes de développement social et économique et d'amélioration du bien-être du peuple, car c'est là le gage de la victoire du socialisme, de la collaboration et de la paix.

J'ai déclaré devant le Comité central, devant les représentants des travailleurs, devant le peuple tout entier, et je réaffirme à la présente réunion solennelle, que nous n'avons signé aucun engagement ou document autre que la Déclaration rendue publique. J'ai estimé et j'estime nécessaire, compte tenu de l'intérêt manifesté par le peuple, de donner cette précision en réponse aux questions qui m'ont été posées à cet égard.

J'ai dit devant le Comité central, devant les représentants des travailleurs, devant le peuple entier, et je dis une nouvelle fois avec la plus grande netteté, que nous ne signerons jamais aucun document qui engage le pays, le peuple et l'armée, si ce n'est en conformité avec la Constitution et les lois du pays, avec la volonté et l'approbation de tout le peuple. A la présente réunion également je déclare que ni le Président du pays, ni le Secrétaire général du parti ni personne d'autre ne peut signer d'engagement au nom de la Roumanie si ce n'est avec l'approbation des organes suprêmes du parti et de l'Etat, dans le strict respect de la Constitution, et avec l'approbation patente du peuple tout entier.

J'estime également nécessaire de déclarer à la présente réunion solennelle commune du Comité central, du Conseil national du Front de l'unité socialiste et de la Grande Assemblée nationale que la Roumanie tiendra les engagements qu'elle a souscrits au titre du Traité de Varsovie en cas d'agression impérialiste en Europe contre les Etats socialistes parties à ce Traité. Il est exact que nous

/...

sommes résolument en faveur de la dissolution simultanée du Pacte de Varsovie et de l'OTAN - et cette position des pays socialistes figure expressément dans la Déclaration. Nous croyons que la politique de détente et de paix exige un effort constant en vue d'une restriction de l'activité des pactes militaires et de l'adoption de mesures concrètes visant à leur dissolution simultanée. Nous sommes pleinement convaincus que la sécurité de notre peuple et de tous les peuples, que la paix, seront garanties par la limitation et la suppression des blocs militaires, et non par leur renforcement et par l'intensification de la course aux armements.

Toutefois, que le Traité de Varsovie existe ou non, nous remplirons toujours nos obligations de contribuer activement à repousser toute agression militaire, conformément aux traités d'amitié et d'assistance mutuelle qui nous unissent aux pays socialistes amis. Il va sans dire que nous travaillons et continuerons à travailler au renforcement de la collaboration et de la solidarité entre nos armées, et à leur coopération dans l'entraînement au combat. Toutefois, comme je l'ai affirmé plus d'une fois, il est nécessaire que, dans le domaine militaire également, les rapports de collaboration entre pays socialistes parties au Traité de Varsovie soient fondés sur les principes du socialisme, de l'égalité des droits, du respect de la souveraineté et de l'indépendance de chaque Etat et de chaque armée. Il est évident que nous devons tout faire pour accroître la capacité de défense de chaque armée nationale; nous considérons que notre armée ne sera capable de remplir ses obligations envers la patrie et envers la cause du socialisme dans notre pays, ainsi que ses obligations internationales, que si elle est étroitement unie au peuple tout entier.

Etant donné que le parti et l'Etat sont pleinement responsables devant le peuple, il est clair que ces organes sont seuls habilités à engager l'armée dans une opération quelconque. C'est pourquoi, en réponse aux nombreuses questions qui m'ont été posées, j'ai estimé nécessaire de déclarer nettement une fois de plus que l'armée roumaine n'agira jamais que sur les ordres des organes suprêmes du parti et de l'Etat, à l'appel du peuple, et qu'elle n'aura jamais à recevoir des ordres de l'extérieur.

Le Comité politique exécutif du Comité central du parti a estimé nécessaire de répondre en toute clarté aux préoccupations et aux questions du parti et des travailleurs, afin d'éviter tout malentendu en ce qui concerne aussi bien notre peuple que nos alliés.

Je tiens à affirmer une fois de plus, en cette occasion solennelle, la résolution de la Roumanie et de notre peuple entier de n'épargner aucun effort pour traduire dans les faits la politique de désarmement, de détente et de paix, pour renforcer la collaboration et la solidarité avec les Etats parties au Traité de Varsovie, avec tous les pays socialistes, avec tous les peuples du monde, estimant qu'il n'y a rien de plus important que d'assurer le maintien de la paix pour l'édification du socialisme, que d'assurer une paix durable dans le monde entier.

Participation constructive de la République socialiste de Roumanie
au règlement des grands problèmes du monde contemporain

Je voudrais aborder d'autres aspects de l'activité internationale de la Roumanie. Notre pays agit résolument pour la consolidation de la collaboration et de la solidarité avec les pays en développement, avec les pays non alignés. A l'heure actuelle, nous entretenons des relations avec plus de 100 pays en développement. Nous collaborons toujours plus étroitement avec eux sur les plans économique, technico-scientifique et culturel, nous les aidons à former leur personnel, à mettre en valeur leurs richesses nationales, à développer une économie autonome - base de l'affermissement et de la défense de leur indépendance. L'intensification de la collaboration et de la coopération avec les pays en développement contribue à renforcer la lutte anti-impérialiste et anticolonialiste en vue de défendre la souveraineté des peuples et d'assurer leur développement libre et autonome sur la voie du progrès économique et social.

C'est un fait particulièrement important qu'un nombre croissant de peuples se prononcent pour l'organisation de la société sur des bases socialistes, ce qui prouve que, dans le monde d'aujourd'hui, seul le socialisme offre la possibilité de surmonter rapidement une situation de retard économique et social et de résoudre les problèmes fondamentaux et vitaux des masses populaires. Nous renforçons particulièrement la solidarité et la collaboration avec les pays qui choisissent la voie du développement socialiste comme, par exemple, la Guinée, le Congo, l'Angola, le Mozambique, la Somalie, l'Ethiopie, l'Algérie et d'autres. En même temps, nous estimons nécessaire d'intensifier nos relations avec tous les pays en développement, partant du principe qu'il ne faut pas opposer certains de ces pays à d'autres et que nous devons faire tout notre possible pour renforcer la solidarité entre tous les pays en développement. C'est là le gage de la solution des problèmes complexes du sous-développement, de la garantie de l'indépendance et de l'instauration du nouvel ordre économique international.

Dans l'esprit de la coexistence pacifique, nous développons nos relations économiques, technico-scientifiques et culturelles avec tous les pays capitalistes développés, avec tous les pays du monde, quel que soit leur régime social, et nous participons activement à la division internationale du travail, à l'échange mondial des valeurs.

A la base de nos relations avec tous les pays, nous plaçons constamment les principes de l'égalité complète des droits, du respect pour l'indépendance et la souveraineté nationales, de la non-ingérence dans les affaires intérieures et de l'intérêt mutuel, du non-recours à la force ou à la menace de la force, principes toujours plus largement reconnus internationalement comme les seuls capables d'assurer la paix, le progrès et la prospérité de tous les peuples et de toutes les nations.

/...

Un objectif essentiel de la politique extérieure de la Roumanie est la réalisation de la sécurité en Europe, le continent sur lequel se sont accumulées les contradictions les plus aiguës, où existe la plus forte concentration d'armes et de troupes et où les deux blocs militaires antagonistes se font face. On sait que, dans la période qui a suivi la Conférence d'Helsinki, des progrès ont été réalisés dans le sens de la normalisation des relations entre pays européens, la collaboration économique, scientifique et culturelle a été intensifiée, toute une série de réunions ont eu lieu entre chefs d'Etat et autres responsables politiques, et l'on est parvenu à des accords sur un certain nombre de problèmes. Cependant, les résultats obtenus ne nous permettent pas d'affirmer, en prenant toute responsabilité pour cette affirmation, que notre objectif de sécurité soit pleinement atteint.

Nous devons faire remarquer qu'il persiste en Europe un certain nombre de facteurs négatifs qui influent défavorablement sur le climat politique général. Des forces se manifestent qui font ouvertement obstacle au processus de détente; des milieux réactionnaires, fascistes, revanchards, nationalistes-chauvins et irrédentistes ont été réactivés et tentent d'envenimer les relations politiques en Europe.

Pour ce qui est de la question des droits de l'homme, que certains milieux occidentaux essaient d'utiliser contre les pays socialistes comme un moyen de provoquer des tensions politiques, la vie montre que le socialisme résout de façon incomparablement supérieure les problèmes fondamentaux des masses. Je pense à l'élimination de l'exploitation de l'homme par l'homme, à l'établissement de l'égalité économique et sociale, à la garantie du droit au travail et à l'éducation pour tous ceux qui travaillent, sans distinction de sexe, de nationalité ou de race, ainsi qu'à la possibilité de participer activement à la vie publique et à la gestion de la société. Ces libertés et droits fondamentaux des masses laborieuses sont en Roumanie une conquête historique du socialisme et nous mettrons tout en oeuvre pour que la société que nous sommes en train d'édifier offre en permanence un noble exemple de préoccupation pour l'homme, d'authentique humanisme révolutionnaire.

Le phénomène le plus inquiétant en Europe est cependant la poursuite, à une échelle encore sans précédent, de la course aux armements, de l'accumulation d'armes toujours plus perfectionnées, y compris d'armes nucléaires, qui constituent une charge toujours plus lourde pour les peuples et menacent leur sécurité, tout en aggravant la crise économique et en contribuant à l'instabilité internationale.

Tout cela nous autorise à affirmer que c'est en Europe qu'existe la situation la plus complexe de la vie internationale. Cependant, je tiens à réaffirmer ici, comme je l'ai fait récemment au cours de la réunion des Etats parties au Traité de Varsovie, que notre parti, se fondant sur l'analyse scientifique des événements actuels, estime que ceux-ci évoluent en faveur des forces qui se déclarent pour une politique d'indépendance, de collaboration, de sécurité et de paix, ainsi que pour la mise hors la loi de la guerre et des affrontements armés dans la vie de la société. Nous sommes convaincus qu'il est du pouvoir des peuples et des forces

/...

progressistes d'empêcher une nouvelle guerre mondiale en agissant dans l'unité, pour assurer une paix durable aussi bien en Europe que dans le monde entier. Ceci implique naturellement l'union et la collaboration toujours plus étroite des peuples en vue de l'élimination des facteurs qui s'opposent à la détente. Nous devrions toujours nous poser la question suivante : avons-nous vraiment tout fait pour la détente, pour la sécurité? Que devons-nous faire encore pour assurer l'édification, impérieusement exigée par les peuples, d'un monde libéré des guerres et des armes, d'un monde de collaboration et d'amitié entre les nations?

De l'avis de notre parti et de notre Etat, il est de première importance pour l'instauration de la sécurité en Europe de développer des relations larges et sans entraves entre tous les Etats européens, de lever les barrières et les pratiques discriminatoires qui compromettent la coopération intra-européenne. Il est nécessaire également d'intensifier les efforts visant au développement des relations culturelles et à la tenue de réunions consacrées à l'éducation, à la science et à la culture, qui peuvent contribuer à une meilleure compréhension mutuelle et au rapprochement entre tous les peuples.

Dans ce contexte, j'aimerais souligner en particulier l'évolution positive des relations de la Roumanie avec tous les Etats européens, et noter avec satisfaction qu'il y a un souci croissant, de la part de tous les Etats des Balkans, d'intensifier la collaboration pacifique, la détente et la paix. Les relations politiques et l'atmosphère générale dans cette partie de l'Europe ne donnent à présent aucun motif particulier d'inquiétude. La Roumanie, avec les autres Etats des Balkans, a oeuvré et poursuivra ses efforts pour que cette région devienne une zone de paix, de bon voisinage, de confiance et de collaboration mutuellement avantageuse, dans l'intérêt de tous nos peuples et de la cause de la sécurité en Europe et dans le monde entier. Les problèmes qui existent entre certains pays des Balkans peuvent et doivent être résolus uniquement par voie de négociation, exclusivement par des moyens pacifiques. A ce sujet, nous nous prononçons pour un règlement rapide des problèmes de Chypre et pour la garantie de l'indépendance et de la souveraineté de cet Etat en vue de la coexistence pacifique des deux communautés chypriotes dans un Etat unitaire indépendant. Nous attachons également une importance particulière à l'intensification de la collaboration économique, politique, scientifique et culturelle entre tous les pays du bassin danubien, y compris la collaboration visant à l'utilisation la plus efficace du potentiel important du fleuve qui traverse les territoires de nos Etats. Nos relations multilatérales avec les autres pays européens, y compris ceux du Traité de l'Atlantique nord, se sont constamment développées, sous forme de contacts et de réunions au sommet, d'échanges mutuellement avantageux et de coopération dans divers domaines d'intérêt commun. La Roumanie a signé avec ces pays de nombreux accords, déclarations et communiqués communs exprimant à la fois le désir et la décision d'agir en vue d'une collaboration toujours plus intense dans la réalisation des objectifs majeurs de notre continent. Nous avons également des relations toujours plus larges avec les Etats-Unis d'Amérique, ainsi qu'avec le Canada - tous deux signataires des documents d'Helsinki. Nous développons des contacts politiques et une collaboration multilatérale avec des Etats de tous les continents. Dans le cadre de ces larges relations internationales, nous avons constaté le même souci de rechercher les

/...

moyens de consolider la détente, la sécurité et la paix, afin d'éviter un nouveau conflit mondial. En fait, nous devons déclarer ouvertement que nous entretenons avec nombre de ces Etats des relations traditionnelles d'amitié, que nous nous sommes toujours entraînés dans la lutte contre la domination étrangère, et que nous n'avons donc pas de raison d'entrer en compétition dans la course aux armements; au contraire, toutes les raisons plaident en faveur d'une politique traditionnelle d'amitié et de collaboration pour assurer à nos peuples la paix, le bien-être et le bonheur. Cela étant, nous sommes fermement convaincus qu'il y a de véritables possibilités de promouvoir, tant à l'échelle de l'Europe qu'à celle de la planète, une nouvelle politique de collaboration et de paix entre toutes les nations.

Il ne fait aucun doute que la lutte pour la sécurité de l'Europe devrait être axée sur l'adoption de mesures pratiques en matière de dégagement militaire et de désarmement, sans lesquelles la paix en Europe comme dans le monde entier est inconcevable. On peut dire que la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée au désarmement a apporté certains résultats positifs. Le débat et le règlement des questions relatives au désarmement ont eu lieu dans un cadre organisationnel plus démocratique, et les propositions présentées par divers Etats ont été adoptées en tant que documents de travail par les organes créés sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies. Il importe maintenant de passer aux mesures concrètes en matière de désarmement, à commencer par le désarmement nucléaire. Comme je l'ai dit récemment lors de réunions avec les travailleurs et devant le plénum de notre Comité central, de simples déclarations de bonnes intentions ne sauraient rendre le désarmement effectif ni garantir la paix et la sécurité des peuples. Il faut en venir résolument aux faits, à une action concrète et efficace en matière de désarmement, et tout d'abord de désarmement nucléaire.

A la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée au désarmement, la Roumanie a présenté un ensemble de propositions destinées à promouvoir le désarmement en Europe et dans le monde entier. D'autres pays socialistes ainsi que de nombreux autres Etats Membres de l'Organisation ont également présenté d'importantes propositions à cet effet. Nous estimons qu'il faut commencer par bloquer les dépenses militaires et maintenir les effectifs militaires et les armements à leur niveau de 1978, pour ensuite les réduire progressivement de 10 à 15 p. 100 au moins par rapport à leur niveau actuel, dans une première étape qui durerait jusqu'à 1985. Compte tenu de l'énorme accumulation d'armements sur notre continent, qui comme les deux blocs l'ont fait observer à maintes reprises, suffirait pour détruire plusieurs fois la planète tout entière, la seule solution rationnelle qui s'impose est que tous les Etats, à commencer par les grandes puissances, cessent de consacrer de nouvelles ressources financières à l'accroissement de leur potentiel militaire. Il serait aussi de la première importance de s'engager à ne pas stationner davantage de troupes et installer d'armements supplémentaires sur le territoire d'autres Etats, puis de commencer à réduire les effectifs militaires stationnés à l'étranger et finalement de les rapatrier entièrement, de démanteler les bases militaires, et d'abord les bases nucléaires, situées sur le territoire d'autres Etats, ainsi que d'obtenir que tous les Etats s'engagent à ne pas autoriser l'installation de bases militaires étrangères sur leurs territoires. Il leur faut également réduire et cesser les

/...

manoeuvres militaires, comme toute démonstration de force en général, à proximité des frontières nationales d'autres pays. Les Etats nucléaires devraient s'engager à ne pas utiliser ce type d'armes contre les Etats non nucléaires, ni aucune autre arme y compris les armes classiques. Nous estimons nécessaire d'intensifier les efforts pour que, sur la base des propositions présentées par les Etats socialistes et capitalistes, les entretiens de Vienne puissent conduire à la conclusion d'accords propres à assurer une réduction des forces et des armements dans le centre de l'Europe. Nous attachons également une extrême importance aux négociations SALT II entre l'Union soviétique et les Etats-Unis et nous considérons que, malgré leur portée limitée, leur succès aurait une influence positive sur la détente en Europe et dans le monde entier.

La Roumanie se déclare en faveur de la conclusion d'un pacte européen général auquel adhéreraient tous les Etats qui ont participé à la Conférence d'Helsinki, et comportant l'engagement de renoncer à la menace ou à l'emploi de la force. Nous estimons que les questions du désengagement militaire et du désarmement en Europe doivent être abordées dans le contexte global des mesures à prendre en vue de l'application des dispositions de l'Acte final d'Helsinki, avec la participation de tous les Etats signataires.

A notre avis, les pays socialistes devraient prendre de nouvelles initiatives et promouvoir de nouvelles voies et modalités pour atteindre ces objectifs. Tout comme dans le passé, cela aurait sans doute un large écho dans l'opinion publique mondiale, donnerait une forte impulsion à la lutte des masses populaires en Europe et dans le monde entier, et inciterait d'autres gouvernements à prendre des mesures analogues.

Compte tenu de la nécessité pressante d'un désengagement militaire en Europe, nous préconisons une réduction continue du champ d'activité des blocs militaires sur le continent, en vue de créer les conditions requises pour leur suppression simultanée. Dans cet ordre d'idées, il serait peut-être utile de créer entre les deux blocs une zone où ni l'un ni l'autre ne pourrait stationner d'armées, installer d'armements ni organiser de manoeuvres ou de démonstrations militaires. Nous sommes convaincus que si l'on prend des mesures en vue de réduire les tensions et de promouvoir la détente, le désarmement et la suppression simultanée de l'OTAN et du Traité de Varsovie, on pourra éviter une nouvelle guerre et assurer le développement pacifique des peuples en Europe et dans le monde entier. Pour notre part, nous n'épargnerons aucun effort pour contribuer à la réalisation de cet objectif.

La Roumanie a toujours manifesté son intérêt pour le règlement politique des conflits et la suppression des foyers de tension qui existent aujourd'hui dans le monde. Je pense qu'il convient d'exposer très clairement la position de notre pays au sujet de la situation actuelle au Moyen-Orient. Nous nous sommes toujours prononcés en faveur d'un règlement politique, pacifique et négocié des problèmes du Moyen-Orient, estimant qu'il n'existe pas véritablement d'autre solution pour atteindre cet objectif. Dans ce contexte, nous préconisons une solution globale menant à l'établissement d'une paix juste et durable au Moyen-Orient, au retrait d'Israël de tous les territoires arabes occupés à la suite de la guerre de 1967,

au règlement de la question du peuple palestinien par la reconnaissance de son droit à l'autodétermination - y compris le droit de se constituer en Etat indépendant - et à la garantie de l'indépendance et de l'intégrité de tous les Etats de la région. Nous estimons que de nouveaux efforts doivent être faits en vue de convoquer à Genève ou ailleurs, sous les auspices ou avec la participation active de l'Organisation des Nations Unies, une réunion à laquelle participeraient toutes les parties intéressées y compris l'Organisation de libération de la Palestine.

Nous sommes préoccupés par la situation extrêmement grave dans laquelle se trouve l'Afrique. A notre avis, il est de l'intérêt des peuples de ce continent que tout le possible soit fait pour un règlement des problèmes par voie de négociation directe entre les Africains eux-mêmes, sans aucune ingérence étrangère, renforçant ainsi l'esprit de collaboration, d'amitié et de solidarité entre les Etats de ce continent.

Le peuple roumain manifeste sa solidarité agissante avec les peuples namibien et rhodésien et soutient activement leurs mouvements de libération nationale dans leur lutte pour conquérir au plus tôt l'indépendance et le droit de décider eux-mêmes de leur destin. Nous appuyons la population majoritaire de la République sud-africaine dans sa lutte contre la politique raciste d'apartheid.

D'une manière générale, nous pensons qu'il est grand temps de prendre des mesures énergiques en vue de mettre définitivement un terme à la politique colonialiste sous toutes ses formes, d'assurer l'indépendance de tous les peuples et de garantir le respect de leur droit à organiser leur vie comme ils l'entendent.

L'élimination du sous-développement et de la division du monde en pays riches et pays pauvres, vestiges de la politique impérialiste d'inégalité et de pillage des richesses nationales d'autres peuples, sont l'une des questions fondamentales de la vie internationale. Malheureusement, malgré les "décennies pour le développement" et les nombreuses rencontres internationales consacrées à cette question, l'écart entre les pays riches et les pays pauvres a continué de s'élargir au lieu de diminuer. Le maintien de cette situation aggrave l'état de crise et l'instabilité de la vie internationale et engendre de nouvelles sources de danger et de tension. Il est donc de l'intérêt de tous les peuples et de l'humanité tout entière que les mesures les plus énergiques soient prises en vue d'instaurer un nouvel ordre économique international, fondé sur une complète égalité, qui permettrait aux pays sous-développés de progresser plus rapidement et de bénéficier pleinement des conquêtes de la technique moderne. Avec d'autres Etats, à la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies, consacrée au nouvel ordre économique international, qui doit avoir lieu en 1980, la Roumanie s'efforcera d'obtenir que soit adopté un programme concret d'action en vue de l'élimination du sous-développement et de l'instauration de nouvelles relations internationales et d'un nouvel ordre économique international.

En tant que pays socialiste, nous continuerons de renforcer encore davantage les liens de solidarité et de collaboration avec tous les pays en développement et les pays non alignés. Nous ferons tout notre possible pour que les pays en développement puissent dire ce qu'ils pensent et soient écoutés.

/...

Un règlement juste et durable des problèmes complexes du monde contemporain exige la participation active à la vie internationale, sur un pied d'égalité, de tous les Etats, et en particulier de tous les pays de petite et moyenne stature, pays en développement et pays non alignés, qui représentent la grande majorité de l'humanité et qui sont les premiers intéressés à la promotion de nouvelles relations, à l'égalité et au respect de l'indépendance et de la souveraineté nationales.

Nous reconnaissons certes le rôle qui incombe aux grands pays. En accord avec les termes de la Déclaration, nous estimons que les cinq membres permanents du Conseil de sécurité doivent agir plus résolument en conformité avec les responsabilités qui leur incombent en vertu de la Charte, depuis l'application pratique des principes énoncés dans la Charte jusqu'à l'adoption, en commençant par eux-mêmes, de mesures de désarmement, nucléaire en particulier.

Il est plus que jamais nécessaire de démocratiser les relations internationales et de renforcer encore davantage le rôle de l'Organisation des Nations Unies et d'autres organismes internationaux qui offrent un cadre institutionnel permettant à tous les Etats, en particulier aux pays petits et moyens et aux pays en développement et non alignés, de participer activement au règlement des problèmes complexes du monde contemporain.

Notre parti s'emploie constamment à resserrer les liens entre tous les partis communistes et ouvriers et milite énergiquement pour le renforcement de leur unité dans la lutte pour le socialisme, le progrès social et la paix dans le monde. Les faits montrent que les partis communistes déploient leurs activités dans des contextes nationaux, sociaux et économiques très divers. Tenant compte de ces réalités, nous comprenons qu'il est parfaitement naturel que dans la pratique révolutionnaire chaque parti élabore des moyens différents de résoudre les problèmes. En fait, l'oeuvre même d'édification du socialisme, dans les pays où le pouvoir appartient à la classe laborieuse, au peuple, revêt des formes diverses, en fonction des traditions et du développement social et économique de chacun. A mesure que des pays toujours plus nombreux optent pour la voie du socialisme, cette diversité de formes et de méthodes ne fera que croître, enrichissant constamment la doctrine du socialisme scientifique et l'expérience de la transformation révolutionnaire de la société: les idéaux et les principes du socialisme s'affirmeront toujours plus fortement comme les seuls capables de garantir l'égalité, le bien-être, la liberté et la paix de toutes les nations du monde.

Compte tenu de toutes ces considérations, nous estimons d'autant plus nécessaire que la solidarité et l'unité du mouvement communiste et ouvrier international soient fondées sur le respect de l'indépendance de chaque parti, de son droit d'élaborer en toute indépendance sa ligne politique, sa stratégie et sa tactique révolutionnaire selon les conditions concrètes dans lesquelles il déploie son activité, en rejetant tout modèle préétabli et toute ingérence dans les affaires intérieures d'un autre parti. L'expérience a montré - et la Conférence des partis communistes et ouvriers européens qui s'est tenue à Berlin en 1976 l'a souligné de façon particulièrement vigoureuse - que le strict respect de ces principes est

une condition indispensable à l'établissement de relations d'un type nouveau au sein du mouvement communiste, à l'accroissement de l'influence de ce mouvement dans les processus révolutionnaires mondiaux et à l'instauration dans le monde de nouvelles relations qui doivent répondre aux exigences actuelles du développement du mouvement révolutionnaire et du développement mondial en général.

Parallèlement, nous nous efforçons de développer les liens de collaboration avec les partis socialistes et sociaux-démocrates, avec d'autres forces politiques démocratiques, avec les mouvements de libération et les partis au pouvoir dans les Etats nouvellement indépendants et avec les mouvements progressistes et les organisations démocratiques préconisant la paix, la sécurité et la coopération internationale.

Nous estimons que le renforcement constant des liens de collaboration et de solidarité entre toutes ces forces peut avoir une grande influence sur l'évolution de la vie internationale dans son ensemble et sur la solution démocratique des principaux problèmes actuels, et contribuer à l'édification d'un monde meilleur et plus juste dans lequel les idéaux de liberté, d'indépendance, de progrès et de paix de toutes les nations du monde deviendront réalité.

Le ferme engagement de notre pays de tout mettre en oeuvre pour promouvoir une nouvelle politique de pleine égalité et de respect mutuel dans les relations internationales et pour construire un monde meilleur et plus juste

De la tribune de la présente réunion solennelle commune, je tiens à affirmer à notre peuple tout entier que la Roumanie est fermement résolue à continuer de faire à l'avenir également tout ce qui est en son pouvoir pour développer la collaboration, l'amitié et la solidarité avec tous les pays socialistes et avec toutes les nations du monde dans la lutte pour l'indépendance, la détente, le bien-être et la paix.

De cette haute tribune, nous lançons un appel à tous les peuples d'Europe, à tous les pays signataires des documents d'Helsinki, pour qu'ils intensifient leurs efforts et leurs actions concrètes en vue de la mise en oeuvre aussi rapide que possible des engagements assumés, en vue de l'instauration sur notre continent de relations nouvelles et d'un climat dans lequel chaque peuple soit à l'abri du danger d'agression et de toute ingérence dans ses affaires intérieures, ainsi qu'en vue du désengagement militaire du continent sans lequel la paix et la sécurité sont inconcevables. Agissons en fonction de notre sentiment de la responsabilité que nous avons envers nos peuples, à l'égard de la paix en Europe et dans le monde entier, envers les générations futures, et n'épargnons aucun effort pour réaliser la paix.

Nous lançons un appel à tous les peuples pour qu'ils s'opposent résolument à la politique impérialiste de domination et de diktat, qu'ils défendent énergiquement le droit sacré de chaque nation à décider elle-même de son destin, sans ingérence extérieure et à se développer librement, conformément à ses aspirations et à ses intérêts fondamentaux, et qu'ils garantissent l'indépendance et la souveraineté de toutes les nations du monde.

Du haut de cette tribune, nous invitons tous les pays en développement à élargir et renforcer leur collaboration et leur solidarité; nous demandons à tous les peuples du monde - et donc aussi aux peuples des pays développés - de collaborer activement et solidairement avec les pays en développement afin de mettre tout en oeuvre pour éliminer le sous-développement et pour instaurer un nouvel ordre économique international qui permettra d'établir une coopération véritablement équitable entre tous les Etats, d'assurer un développement plus rapide des pays les moins avancés et d'accélérer le progrès de la civilisation pour toute l'humanité. Nous devons prendre pleinement conscience du fait que l'élimination du sous-développement et l'instauration d'un nouvel ordre économique international revêtent une importance fondamentale pour le développement de l'humanité et pour la paix mondiale.

Compte tenu de la menace que constitue l'intensification de la course aux armements, nous demandons solennellement à tous les Etats et à tous les peuples de se dresser résolument et avec la plus grande fermeté - avant qu'il ne soit trop tard - pour mettre fin à la course aux armements, pour réaliser un désarmement général - et avant tout le désarmement nucléaire - afin que les énormes ressources matérielles et financières correspondantes soient consacrées non plus à la production d'armements et de moyens de destruction des hommes et de la civilisation, mais au développement économique et social et à l'élimination du sous-développement, en vue d'assurer aux peuples une vie digne, libre, prospère et heureuse.

Je tiens à réaffirmer du haut de cette tribune la volonté inébranlable de notre peuple de faire tout son possible pour contribuer à la réalisation de ces nobles aspirations et idéaux de l'humanité.

Nous voulons entretenir des relations d'amitié et de collaboration avec tous les Etats. Nous n'avons aucun litige avec quelque Etat que ce soit et nous pensons que tout demande et impose qu'ensemble nous fassions tout pour établir une coopération durable dans l'intérêt de nos peuples, du socialisme et de la paix.

Je pense parler au nom de tous les participants à la présente réunion solennelle, et au nom de notre peuple tout entier, en demandant à toutes les forces démocratiques et patriotiques et à tous les peuples du monde de renforcer leur solidarité et leur collaboration, et de mettre tout en oeuvre pour faire entendre leur voix et pour assurer le triomphe universel des idéaux d'amitié et de compréhension, d'indépendance et de bien-être, ainsi que d'une paix durable entre toutes les nations.

Le soixantième anniversaire de la création de l'Etat-nation unitaire roumain fournit l'occasion de constater en toute satisfaction et fierté patriotiques que les idéaux révolutionnaires pour lesquels se sont sacrifiés nos devanciers, les socialistes, les communistes, pour lesquels des travailleurs, des paysans et des intellectuels ont donné leur vie et pour lesquels notre peuple a payé un lourd tribut de sang, se réalisent sous la direction du parti communiste roumain qui assure l'essor incessant des forces de production, du degré de civilisation et du niveau de vie de notre peuple, affirmant ainsi avec force les principes du socialisme et de l'humanisme révolutionnaire.

Du haut de cette tribune, j'adresse, en cet instant solennel, un appel à la classe ouvrière, aux paysans et aux intellectuels, à toutes les catégories sociales, à tous les travailleurs, sans distinction de nationalité et à tout notre peuple, pour qu'ils n'épargnent aucun effort afin d'assurer - en étroite unité, dans le cadre du Front de l'unité socialiste et sous la direction politique du parti communiste roumain - le triomphe du programme établi par le XIe Congrès du parti, en créant sur le sol roumain la société la plus avancée de l'histoire de l'humanité - le socialisme et communisme, le rêve d'or de l'humanité.

Faisons le serment solennel que nous agirons en parfaite unité pour le progrès continu de l'économie, de la science, de la culture et de la civilisation de notre peuple tout entier et que nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour assurer à notre peuple la pleine indépendance et la liberté, le bien-être et le bonheur.

Engageons-nous, en cet instant solennel, à mettre tout en oeuvre pour que la Roumanie socialiste s'affirme avec toujours plus de force comme une unité active dans la lutte unie de tous les peuples qui se prononcent pour l'indépendance, le progrès social, la détente et la paix, et à tout faire pour que notre libre patrie brille fière et digne parmi les nations libres du monde.

Ces engagements liant chacun de nous, je tiens à assurer le Comité central du parti, le Conseil national du Front de l'unité socialiste, la Grande Assemblée nationale, ainsi que l'ensemble de notre parti et tout notre peuple que, tant que je jouirai de la confiance du parti et du peuple, je m'acquitterai sans défaillance des responsabilités qui m'ont été confiées. Je ferai tout mon possible pour assurer, avec les camarades qui sont mes compagnons de travail, avec l'ensemble du parti et tout le peuple, la réalisation du programme du parti et l'édification de la société socialiste multilatéralement développée ainsi que l'indépendance et la souveraineté de notre patrie.

Ayant la plus grande confiance dans la force créatrice de notre grand parti communiste et de notre peuple admirable, je souhaite à tous les communistes, à tous les travailleurs sans distinction de nationalité, à notre peuple tout entier, de nouveaux succès toujours plus grands dans tous les domaines, dans la marche de notre patrie vers de plus hautes cimes de progrès et de civilisation, vers le communisme, en pleine liberté et indépendance, en tant que membre de la grande famille mondiale des nations libres.

Vive le parti communiste roumain - la force politique dirigeante de notre nation tout entière!

Vive la République socialiste de Roumanie et son peuple admirable auquel nous souhaitons le plus grand bonheur, la liberté et des victoires toujours plus importantes, et de vivre à jamais dans le communisme!

Vive la solidarité des pays socialistes, du mouvement communiste et ouvrier, de la lutte pour le socialisme et le progrès social!

Vive la solidarité de tous les peuples du monde dans la lutte pour la paix et pour l'indépendance!